

Etude de base sur la numérisation des services publics  
dans les pays africains

Rapport final  
(Programmes proposés)

Mars 2022

Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

International Development Center of Japan  
Koei Research and Consulting  
Japan Telecommunications Engineering and Consulting Service  
Kobe Institute of Computing,  
Nippon Koei

6R
JR
22-007

Les taux de change de février 2022 sont appliqué pour la conversion, soit :

EUR 1 = JPY 128,511000

USD 1 = JPY 115,262000

AOA1 = JPY 0,219900

ETB 1 = JPY 2,322890

GHS 1 = JPY 18,519300

KES 1 = JPY 1,018670

MGA 1 = JPY 0,029150

MWK 1 = JPY 0,144030

MZN 1 = JPY 1,823670

NGN 1 = JPY 0,277620

RWF 1 = JPY 0,115080

ZAR 1 = JPY 7,400860

UGX 1 = JPY 0,033040

XAF 1 = JPY 0,195910

XOF 1 = JPY 0,195910

ZMW 1 = JPY 6,405900

Etude de base sur la numérisation des services publics  
dans les pays africains

Rapport final  
(Programmes proposés)  
Table des matières

Table des matières

Liste des tableaux et des schémas

Liste des sigles

3.1	Côte d’Ivoire.....	1
3.1.3	Défis prioritaires et pour les besoins potentiels .....	1
3.1.4	Proposition d’une feuille de route et d’un programme d’assistance.....	3
3.1.5	Eléments détaillés du programme d’assistance.....	8
3.2	Madagascar.....	15
3.2.3	Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels.....	15
3.2.4	Proposition d’une feuille de route et d’un programme d’assistance.....	17
3.2.5	Eléments détaillés du programme d’assistance.....	20
3.3	Cameroun.....	27
3.3.3	Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels.....	27
3.3.4	Proposition d’une feuille de route et d’un programme d’assistance.....	29
3.3.5	Eléments détaillés du programme d’assistance.....	33
3.4	Gabon.....	37
3.4.3	Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels.....	37
3.4.4	Proposition d’une feuille de route et d’un programme d’assistance.....	39
3.4.5	Eléments détaillés du programme d’assistance.....	42

## Liste des tableaux et des schémas

### (Tableau)

Tableau 3.1.4	Examen des défis prioritaires (Côte d'Ivoire) .....	1
Tableau 3.1.5	Approches possibles (Côte d'Ivoire).....	2
Tableau 3.1.6	Propositions de programmes d'assistance (Côte d'Ivoire).....	3
Tableau 3.2.3	Examen des défis prioritaires (Madagascar) .....	15
Tableau 3.2.4	Approches possibles (Madagascar).....	16
Tableau 3.2.5	Propositions de programmes d'assistance (Madagascar).....	17
Tableau 3.3.9	Examen des défis prioritaires (Cameroun).....	27
Tableau 3.3.10	Approches possibles (Cameroun).....	28
Tableau 3.3.11	Proposition d'un programme d'assistance (Cameroun) .....	29
Tableau 3.4.7	Examen des défis prioritaires (Gabon).....	37
Tableau 3.4.8	Approches possibles (Gabon) .....	38
Tableau 3.4.9	Propositions de programmes d'assistance (Gabon).....	39

### (Schéma)

Schéma 3.1.2	Feuille de route des programmes de soutien (Côte d'Ivoire) .....	3
Schéma 3.2.2	Feuille de route des programmes de soutien (Madagascar) .....	17
Schéma 3.3.2	Feuille de route des programmes de soutien (Cameroun) .....	29
Schéma 3.4.2	Feuille de route des programmes de soutien (Gabon).....	39

### Liste des sigles

AFD	Agence française de développement
APAI-CRVS	Programme pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
BOT	Build-Operate-Transfer
CEDEAO	Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CIM	Classification internationale des maladies
CMU	Couverture maladie universelle
CRVS	Enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil
CSIRT	Equipe d'intervention en cas d'incident contre la sécurité informatique
DFID	Department for International Development of the UK
CEA	Nations Unies Commission économique pour l'Afrique
Enabel	Agence belge de développement
FNUP	Fonds des Nations Unies pour la population
FinTech	Financial Technology
GFF	Global Financing Facility (Groupe banque mondiale)
GSM	Global System for Mobile Communication
GSMA	GSM Association
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDE	Investissement direct à l'étranger
ID4D	Identification for Development
IDI	ICT Development Index
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISP	Fournisseur de services Internet
IXP	Point d'échange internet
JETRO	Japan External Trade Organization
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KYC	Know Your Customer (connaître votre clientèle)
MDTF	Fonds fiduciaire multi-donateurs
MOSIP	Modular Open-Source Identity Platform (Plateforme d'identité open source modulaire)
NFC	Near-Field Communication (Communication en champ proche)
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	W Organisation mondiale de santé
PIB	Produit Intérieur Brut
PIN	Numéro d'identification personnel
PPP	Public-Private Partnership (Partenariat public-privé)
PME	Petites et moyennes entreprises
RNB	Revenu national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIM	Subscriber Identification Module (Module d'identification d'abonné)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UIN	Unique Identity Number (Numéro d'identité unique)
UIT	Union internationale des télécommunications
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development
USO	Obligation de service universel

(Côte d'Ivoire)

ANSUT	Agence nationale du service universel des télécommunications-TIC
ARTCI	Autorité de régulation des télécommunications TIC de Côte d'Ivoire
MEN	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MENP	Ministère de l'économie numérique et de la poste
MEPS	Ministère de l'emploi et de la protection sociale
MSHP	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
ONECI	Office national de l'état civil et de l'identification
SNDI	Société nationale de développement informatique

(Madagascar)

ARTEC	Agence de régulation des technologies de communication
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MEN	Ministère de l'éducation nationale
MPPSPF	Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme
MPTDN	Ministère des postes, des télécommunications et du développement numérique
MSP	Ministère de la santé publique
ONN	Office national de nutrition

(Cameroun)

ANTIC	Agence nationale des TIC
BUNEC	Bureau national de l'état civil
MEB	Ministère de l'éducation de base
MPT	Ministère des postes et télécommunication
MSP	Ministère de la santé publique
MTSS	Ministère du travail et de la sécurité sociale

(Gabon)

ANINF	Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences
ARCEP	Autorité de régulations des communications électroniques et des postes
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
DGI	Direction générale des impôts
MCEN	Ministre de la communication et de l'économie numérique
MS	Ministère de la santé

### 3.1 Côte d'Ivoire

#### 3.1.3 Défis prioritaires et pour les besoins potentiels

Sur la base de l'analyse de l'état actuelle et des défis dans la section précédente, l'équipe d'étude de la JICA a évalué les besoins d'appui potentiels pour chaque secteur du point de vue de la cohérence avec la politique de l'APD, les activités des autres PTF, les mesures prises par le pays cible, et la possibilité d'une utilisation efficace des données.

Tableau 3.1.4 Examen des défis prioritaires (Côte d'Ivoire)

Secteur	APD	Autres PTF	Mesures effectués	Utilité	Évaluation
Éducation	NA	BM, AFD, Chine, etc.	Enseignement à distance sous Covid avec carte d'étudiant	A	Besoins pour le contenu d'apprentissage et la gestion des cours.
Santé	A	WHO	Stratégie télémédecine 2022, législation, DRH, etc.	PA	Le besoin de soutien existe, mais c'est loin.
Identité nationale	NA	BM	Identité numérique commune dans la CEDEAO	A	Examiner le besoin de soutien en coopération avec WURI par la BM
e-Gouv.	PA	BM, PNUD, USAID, etc.	Services publics, investissements, agriculture, etc.	A	Il existe un large éventail de besoins de soutien.
Protection sociale	A	BM	La CMU, le registre unique de protection sociale	A	Une coopération avec WURI soutenue par la BM est envisageable.
DRH des TIC	PA	Huawei, Orange	Une université leader en Afrique de l'Ouest pour le DRH en TIC.		Une implication systématique du secteur privé est souhaitée.
Politique des TIC	A	UE, Chine	La stratégie numérique 2030 a été formulée.		Il est considéré comme des besoins d'appui à la mise en œuvre de la stratégie.
Infras. TIC	A	Chine, etc.	Renforcement du backbone domestique de 2 000 km		La Chine développe des infrastructures TIC, et il y a peu de place pour l'intervention.

N.B. : A : Applicable, PA : Partiellement applicable, NA : N'est pas applicable

Source : Équipe d'étude de la JICA

Après tout, l'équipe d'étude de la JICA a examiné les rôles que la JICA peut jouer, les approches de solution et les points d'entrée dans les secteurs hautement prioritaires.

Tableau 3.1.5 Approches possibles (Côte d'Ivoire)

Secteur	Rôles de la JICA	Approches de solutions	Points d'entrée
e-Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien aux écoles et aux établissements médicaux en réseau</li> <li>Appui à la construction d'une plateforme numérique dans le domaine agricole (coopération avec la Banque mondiale)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour améliorer l'environnement TIC</li> <li>Soutien des activités du secteur privé dans le domaine des ODD</li> <li>Collaboration avec d'autres partenaires de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MFPMA</li> <li>MNEUP</li> <li>MINADER</li> </ul>
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'interopérabilité en soutenant la construction d'une infrastructure de liaison de données centrée sur les identifiants nationaux en collaboration avec la Banque mondiale WURI, etc.</li> <li>Améliorer le taux d'enregistrement des naissances en soutenant la numérisation de l'enregistrement des naissances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour améliorer l'environnement TIC</li> <li>Soutien des activités du secteur privé dans le domaine des ODD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ONI</li> </ul>
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide à la construction du registre unique de la protection sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique dans les secteurs spécifiques</li> <li>Financement de l'infrastructure des TIC</li> <li>Soutien des activités du secteur privé dans le domaine des ODD</li> <li>Collaboration avec d'autres partenaires de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MEPS</li> <li>MSRP</li> <li>CNAM</li> </ul>
Politique des TIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la mise en œuvre de la politique des TIC</li> <li>Renforcement de la capacité à formuler une feuille de route pour la numérisation des services publics et accompagner sa mise en œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour améliorer l'environnement TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MENUP</li> <li>ANST</li> <li>ARTCI</li> </ul>

Source : Équipe d'étude de la JICA

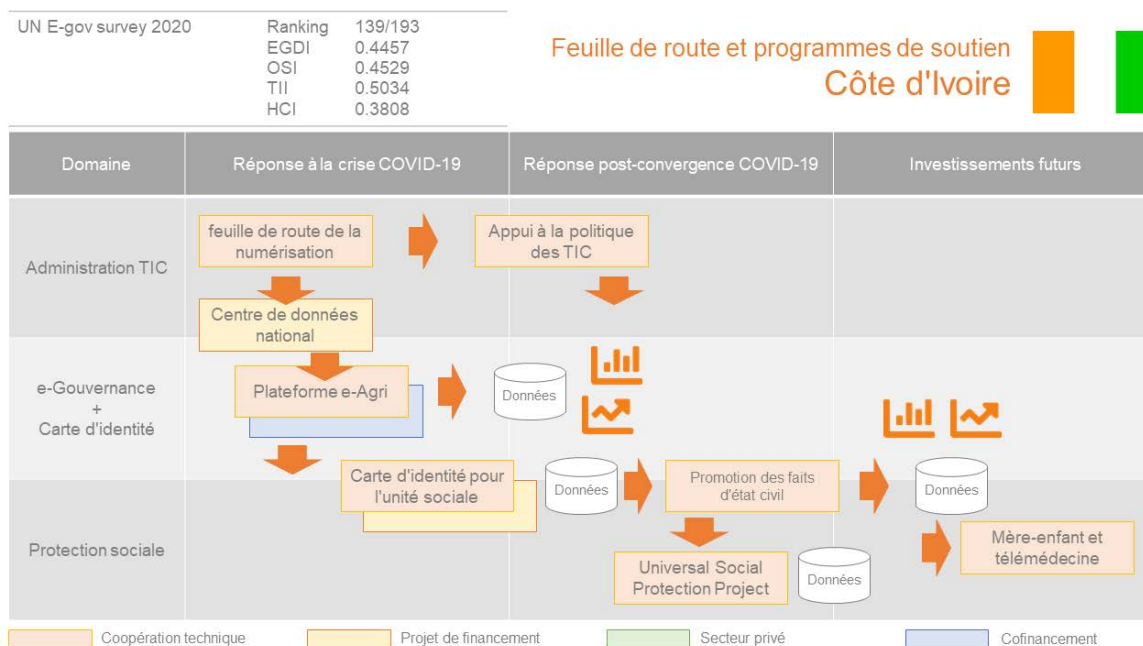


### 3.1.4 Proposition d'une feuille de route et d'un programme d'assistance

Dans le tableau ci-dessous, sont proposés des programmes d'assistance en fonction de la réponse à la crise COVID-19 (à court terme), de la réponse post-convergence COVID-19 (à moyen terme) et des investissements futurs (à long terme), en ayant à l'esprit l'approche des besoins potentiels de la section précédente.

Cette section décrit le programme d'assistance proposé pour chacune de ces trois phases et des fiches de programme plus détaillées de la coopération technique et de la coopération financière de la JICA sont présentées dans la section suivante.

Schéma 3.1.2 Feuille de route des programmes de soutien (Côte d'Ivoire)



Source : Équipe d'étude de la JICA

Tableau 3.1.6 Propositions de programmes d'assistance (Côte d'Ivoire)

Réponse à la crise COVID-19

Domaines	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Administration TIC	Assistance à l'élaboration d'une feuille de route de la numérisation des services publics [Projet de coopération technique 50HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'y a pas de feuille de route complète pour la numérisation des services publics ; le gouvernement donne la priorité aux problèmes immédiats de la vie réelle comme la santé et l'approvisionnement en eau par rapport à la numérisation et l'allocation budgétaire est inadéquate ; les compétences des ressources humaines du gouvernement faisant la promotion de la numérisation ne sont pas suffisantes.</li> <li>Un plan de la numérisation des services publics a été élaboré et est en cours de mise en œuvre Prévu et pour</li> <li>Le leadership du gouvernement est nécessaire pour mettre en œuvre la feuille de route</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TC</li> </ul>
Infrastructure	Projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les réseaux haut débit et les centres de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Type Exportation</li> </ul>

TIC	d'aménagement maintenance du centre de données national [Prêt en yens : 20 milliards de yens]	<p>données nationaux sont des bases importantes pour promouvoir la numérisation des services publics ; les réseaux haut-débit sont en cours de développement mais le centre de données national n'a pas encore été construit et est à l'étude. L'ANSUT estime importante la construction du réseau à large bande à haut débit et du centre de données national et a besoin d'une assistance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plan directeur du centre de données national et le centre de données seront aménagés.</li> <li>• Le défi est de savoir comment faire appel aux atouts du Japon face à la concurrence avec le développement d'infrastructures TIC, y compris les réseaux à large bande à haut débit, basé sur l'assistance de la Chine.</li> </ul>	d'infrastructures
Carte d'identité nationale	Relèvement de l'interopérabilité de la carte d'identité nationale [Projet de coopération technique 100HM] [Prêt en yens : 10 milliards de yens]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'interopérabilité car de nombreux services publics utilisent leurs propres identifiants</li> <li>• En impliquant les nombreuses parties intéressées et en ayant une vision claire et en la partageant avec elles, on peut s'attendre non seulement à l'interopérabilité au relèvement de la qualité des services administratifs dans leur ensemble et à une réduction des coûts.</li> <li>• Il est nécessaire d'aménager les capacités et les connaissances techniques qui réalisent l'interopérabilité des bases de données encombrées, avec des formats de base de données, des méthodes d'authentification, des méthodes de gestion des données, etc. qui diffèrent selon les plateformes et services, d'aménager des directives d'exploitation et de lois concernant la protection de la vie privée, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TC</li> <li>• Type Exportation d'infrastructures</li> </ul>
e-Gouvernance	Assistance à l'extension de la plateforme numérique agricole [Extension du projet d'assistance technique existant + 12HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet pilote de la Banque mondiale (2018-2023) inclut le riz mais le « Projet de promotion du riz domestique (PRORIL) » de la JICA n'est pas inclus dans la zone cible actuelle. Les deux parties peuvent discuter et partager leurs expériences dans le cadre du processus d'extension.</li> <li>• Le Ministère de l'Agriculture examine la construction d'un système pouvant connecter ses 33 antennes locales à l'échelle nationale, à un réseau et partager des informations en temps réel ; le projet pilote entend fournir des informations sur les prix et des informations sur les sols aussi (mesure des sols à l'aide d'un drone) et les cas d'utilisation de la JICA et du Keidanren peuvent être utilisés.</li> <li>• En mettant en relation agriculteurs et acheteurs, on peut s'attendre au relèvement de la productivité et des revenus des producteurs de cultures non destinés à l'exportation et à la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déploiement à partir des secteurs individuels</li> <li>• Collaboration avec le projet de la Banque mondiale</li> </ul>

		<p>création d'opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes (taux de chômage élevé).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Contrairement aux cultures destinées à l'exportation, il est présumé qu'il sera difficile d'exploiter de manière rentable une plateforme numérique pour les cultures à faible rentabilité, et d'impliquer les institutions publiques telles que la Banque mondiale et la JICA pour en faire leviers et attirer également les organismes privés.</li><li>• Comme il n'y a aucun écart entre les résultats de l'enquête du « Concept de la plateforme d'innovation agricole africaine du Rapport de Revue d'avancement de la JICA» (terminé et prévu pour être communiqué enfin mars 2021), (« La rentabilité est assurée en élargissant la gamme de services grâce à des économies d'échelle et au partage des données ») ; l'existence d'une « entreprise plateforme en croissance » a été confirmée et la Plateforme e-Agri proposée dans l'étude de collecte et de confirmation d'informations relatives à la construction d'une plateforme numérique agricole en Afrique » fonctionne.</li></ul>	
--	--	--	--

### Réponse post-convergence COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
e-Administration	Assistance à l'exécution de la politique des TIC [Expert individuel 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'aménagement des lois et réglementations liées aux TIC est à un niveau suffisant et il n'y a pas d'enjeux majeurs mais le problème réside dans leur application ; par exemple, même s'il existe une loi sur la protection des données personnelles, on ne peut pas dire qu'il suffise que les fournisseurs de services et autres s'y conforment.</li> <li>• Avec le renforcement de la capacité de surveillance de l'ARTCI, l'état du service sera suivi, les lois et réglementations liées aux TIC seront respectées et la politique des TIC sera mise en œuvre.</li> <li>• L'ARTCI a besoin d'une attitude proactive.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>
Protection sociale	Promotion de la protection sociale universelle [Projet de coopération technique 60HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le gouvernement vise à promouvoir la protection sociale universelle, mais l'implication des pauvres n'a pas particulièrement progressé.</li> <li>• Une couverture accrue de la protection sociale promue par le gouvernement aidera à construire et à améliorer des programmes de protection sociale efficaces et efficients.</li> <li>• Il est nécessaire de répartir les rôles et de coopérer avec le projet de protection sociale et d'inclusion économique de la Banque mondiale 2019-2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déploiement à partir des secteurs individuels</li> </ul>
Carte d'identité nationale	Promotion de l'enregistrement des naissances [Expert individuel 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le renforcement des fonctions de base de l'administration et de la prestation de services sociaux à la population, parallèlement à l'amélioration des fonctions administratives, est un programme important. La promotion de la numérisation de la déclaration de naissances est considérée comme hautement compatible avec le projet existant "Prestation de services sociaux transparente et équitable", qui est en cours de mise en œuvre. La numérisation de la déclaration de naissances n'est pas suffisante si elle ne s'accompagne pas d'une augmentation du taux de déclaration, ce qui nécessite une diffusion et une sensibilisation de la population.</li> <li>• Relever la commodité de l'enregistrement par des moyens alternatifs tels que la mise en ligne, etc. en améliorant l'environnement et les lois des TIC (en particulier dans les zones rurales où l'environnement de demande d'enregistrement n'est pas en place)</li> <li>• Une « forte motivation » qui donne envie de déclarer une naissance est indispensable (exemple : liaison avec la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TC</li> <li>• Appui au secteur privé</li> </ul>

		<p>carte d'assurance maladie, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La première priorité est la promotion de la déclaration de naissances, suivie d'une étude et d'une poursuite progressive des possibilités spécifiques de soutien, telles que la numérisation des archives, qui est une condition préalable à la mise en relation des données et le soutien à l'élaboration d'un cadre juridique.</li> </ul>	
--	--	--	--

#### Investissements futurs

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Santé numérique	Assistance à la construction d'un système de télémédecine dans le domaine de la santé maternelle et infantile axé sur le CHU de Cocody [Extension du projet de coopération technique existant + 12HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'y a actuellement aucune assistance des bailleurs concernant les ressources financières et l'assistance technique des pilotes à petite échelle qui souhaitent réaliser des petits pilotes basés sur la stratégie de télémédecine (2019-2022) et produire des résultats par eux-mêmes, et le nombre de médecins est faible, d'où le concept de type leap frog consistant à l'idée d'utiliser la technologie des TIC pour combler le vide (un des moyens d'améliorer la situation, en particulier dans les centres de santé ruraux, est de disposer d'infirmières et de sage-femmes, et presque tous les centres de santé ruraux sont perçus comme ne disposant pas de personnel médical.).</li> <li>• Relèvement de la qualité des médecins dans les grands hôpitaux en créant un système de télémédecine dans le domaine de la santé maternelle et infantile centré sur l'hôpital universitaire de Cocody et étendu aux zones rurales, développement des ressources, y compris le relèvement de l'instruction en TIC des infirmières, des sages-femmes et des agents de santé communautaires dans les zones rurales. Et amélioration de l'infrastructure de communication en utilisant l'innovation des TIC, y compris le dernier kilomètre</li> <li>• Assomptions : relèvement des infrastructures de communication (en particulier dans les zones rurales), aménagement de l'instruction en TIC du personnel médical, du leadership politique et de la législation, loi sur la protection des données personnelles, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déploiement à partir des secteurs individuels</li> </ul>

Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.1.5 Eléments détaillés du programme d'assistance

#### Réponse à la crise COVID-19

Désignation de la proposition d'assistance	à l'élaboration de la feuille de route de la numérisation des services publics
Objectifs et but ODD dont la contribution est attendue	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère des Services Citoyens et de la Modernisation de l'Administration
Fondement théorique de la proposition	Une feuille de route globale de la numérisation des services publics n'a pas été élaborée. En Côte d'Ivoire, le budget du ministère de l'Économie numérique est faible car la santé et l'approvisionnement en eau, etc. sont prioritaires par rapport à la numérisation. Compétences insuffisantes du personnel gouvernemental chargé de la promotion de la numérisation.
Objectif de la proposition d'assistance	Elaboration et mise en œuvre du Plan de numérisation des services publics
Bénéficiaires	Citoyens ivoiriens, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Ministère de l'Economie Numérique
Projets concernés	ND
Objet de l'assistance	Mettre en œuvre des projets de coopération technique, envoyer des experts, renforcer la capacité du ministère à formuler des stratégies de numérisation, par la suite, élaborer avec l'homologue puis mettre en œuvre une feuille de route de la numérisation des services publics,
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune mention dans la politique nationale de coopération au développement.</li> <li>Bien qu'il ne s'agisse pas d'un domaine prioritaire de la JICA, la proposition est faite avec comme argument qu'il est important de renforcer la capacité du Ministère de la Modernisation de l'Administration en utilisant les résultats de cette étude, dans la promotion de la numérisation dans les secteurs prioritaires à l'avenir.</li> </ul>
Remarques et conditions	Le leadership est nécessaire de la part du gouvernement pour mettre en œuvre la feuille de route.
Données à numériser ou à utiliser	NA
Mode d'exécution et approche	Projet de coopération technique
Durée d'exécution	4 ans
Coût estimatif	NA

Désignation de la proposition d'assistance	Projet d'aménagement du centre de données national
Objectifs et but ODD dont la contribution est attendue	GOAL 9: Industrie, innovation et infrastructures 13. Action Climat
Organisme d'exécution et organismes concernés	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT)
Fondement théorique de la proposition	<p>Bien qu'il existe un centre de données privé en Côte d'Ivoire, le centre de données national, qui sera la base de la fourniture des services publics, n'a pas encore été construit.</p> <p>L'étude du schéma directeur de construction du centre de données national est réalisée par le Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Numérique (PARAE).</p> <p>La possibilité d'offrir l'assistance de l'ODA japonaise à la construction du centre de données national d'une manière compatible avec le plan directeur en cours de préparation existe.</p> <p>D'autre part, alors que le rôle des centres de données devient de plus en plus important en raison de la récente tendance à la numérisation, leur consommation d'énergie augmente également de manière explosive. En réponse à une telle situation, au Japon, en Europe et aux États-Unis, la construction de centre de données zéro émission utilisant</p>

	des énergies renouvelables pour couvrir la puissance consommée par les centres de données progresse, et on pense que cela deviendra la tendance des centres de données à l'avenir. Compte tenu de cette situation, il est souhaitable de proposer un centre de données à zéro émission dont le Japon a une bonne maîtrise.
Objectif de la proposition d'assistance	L'objectif est d'appuyer la construction du centre de données national avec l'ODA du Japon.
Bénéficiaires	Populations ivoiriennes, ANSUT
Projets concernés	Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Numérique (PARAE、Projet d'appui au renforcement de l'Administration numérique)
Objet de l'assistance	Construction du bâtiment du centre de données Achat et installation d'équipements liés au centre de données Construction d'une politique de sécurité Elaboration de mesures de cybersécurité Elaboration d'un manuel d'exploitation et de maintenance du centre de données Assistance à l'élaboration de TDR externalisés liés à l'exploitation et à la maintenance
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	Concernant les infrastructures d'information et de communication, bien qu'elles ne soient pas répertoriées comme domaine prioritaire de la JICA, l'aménagement d'infrastructures comme les transports (routes et ports), l'eau et les égouts, l'information et la communication énergétique, etc. est soulevé dans le cadre de la politique-pays de coopération au développement. Il est envisagé de fournir une assistance à l'aménagement du centre de données qui sera une infrastructure d'information et de communication temporaire conforme à ce mode de coopération au développement spécifique au pays, et d'appuyer la progression des entreprises japonaises.
Remarques et conditions	La cohérence et la liaison avec les projets concernés ci-dessus (projet de création du plan directeur du centre de données national) sont nécessaires.
Données à numériser ou à utiliser	Données publiques
Mode d'exécution et approche	Coopération financière remboursable
Durée d'exécution	2022 à 2026 (4 ans)
Coût estimatif	10 milliards de yen environ

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance pour l'extension de la plateforme agricole
Objectifs et but ODD dont la contribution est attendue	SDGS2 2.1 D'ici 2030, éradiquer la faim et veiller à ce que tous, en particulier les personnes vulnérables, y compris les pauvres et les jeunes enfants, aient un accès adéquat à des aliments sains et nutritifs tout au long de l'année. SDGs8 ODD8 8.9 8.9 D'ici 2030, formuler et mettre en œuvre des politiques de promotion du tourisme durable qui conduiront à la création d'emplois, à la promotion de la culture locale et à la promotion des produits.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural MINADER) Agence nationale d'Assistance au Développement Rural (ANADER) Agence de mise en œuvre du projet E-Agriculture de la Banque mondiale : Ministère des Postes et Télécommunications
Fondement théorique de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet pilote de la Banque mondiale en cours (2018-2023). Le riz est également inclus dans les travaux cibles, mais la zone cible actuelle du projet pilote n'inclut pas le « Projet de promotion du riz domestique en Côte d'Ivoire » (PRORIL) mis en œuvre par la JICA. A l'avenir, dans le processus d'extension de la zone, les expériences des deux parties seront partagées et la possibilité d'une coopération sera explorées (l'agence d'exécution est la même MINADER).</li> <li>Le MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement rural) envisage de créer un système permettant de partager des informations en temps réel en</li> </ul>

	<p>connectant ses 33 agences locales à l'échelle nationale à Internet. Etant donné que dans le cadre de la plateforme numérique du projet pilote, il est envisagé de fournir des informations sur les prix, des informations sur les sols (mesure des sols à l'aide d'un drone), etc. à l'avenir, la possibilité d'utiliser le cas d'utilisation de la JICA et Keidanren, sera examinée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations sur les meilleures pratiques, y compris celles relatives aux ravageurs et aux maladies, sont désormais accessibles aux producteurs dans leur langue locale (plutôt qu'en français) par le biais du téléphone et des centres d'appel. Les agriculteurs peuvent utiliser leur téléphone portable pour nous contacter par SMS ou par téléphone. L'extension électronique sera proposée à l'avenir moyennant paiement.</li> </ul>
Objectif de la proposition d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relèvement de la productivité et des revenus des producteurs de cultures non exportées</li> <li>• Création d'opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes (avec un taux de chômage élevé)</li> </ul>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Producteurs de riz</li> <li>• Producteurs qui ne sont pas engagés dans les cultures d'exportation (cacao, café, caoutchouc, huile de palme, etc.) ayant des chaînes de valeur établies</li> </ul>
Projets concernés	Projet E-Agriculture (2018-2023) de la Banque mondiale
Objet de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance à la construction d'une plateforme numérique que le MINADER pourrait étendre à l'échelle nationale, en utilisant l'expérience de la plateforme PRORIL e-Agri de la JICA et de la plateforme numérique du projet E-Agriculture de la Banque mondiale.</li> <li>• Le projet E-Agriculture de la Banque mondiale n'a pas actuellement de fonction financière. D'autre part, la plate-forme PRORIL e-Agri de la JICA collabore avec une institution de microfinance appelée COOPEC. Examiner une assistance pour la construction d'un système de crédit basé sur les informations de production du producteur et les informations sur les flux de trésorerie.</li> <li>• Assistance à la connexion des 33 directions régionales du MINADER à Internet et Assistance latérale à au développement de la plateforme numérique ci-dessus.</li> </ul>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	Il s'agit d'une coopération qui contribue à « la promotion industrielle (industries primaires comme l'agriculture et la pêche, transformation des produits agricoles, TIC, environnement et nouvelles énergies, appui aux entrepreneurs) » qui est l'un des domaines prioritaires de la politique nationale de coopération au développement.
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrairement aux cultures destinées à l'exportation, il est présumé qu'il sera assez difficile d'exploiter une plateforme numérique pour les cultures à faible rentabilité de manière rentable ; ainsi, l'assistance sera exécutée de façon à impliquer des institutions publiques comme la Banque mondiale et la JICA comme leviers pour attirer également des organisations privées.</li> <li>• Dans le cadre de l'étude en cours de la JICA sur la collecte et la confirmation d'informations sur la construction d'infrastructures de numérisation agricole en Afrique, une enquête sur la possibilité de collaboration avec les modèles commerciaux des entreprises de FP locales de la Côte d'Ivoire, etc. est en cours, et il est présumé au préalable qu'il n'y a pas de divergence avec l'assistance aux institutions publiques visés par la présente proposition</li> </ul>
Données à numériser ou à utiliser	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A très long terme, sera développé en collaboration avec les institutions financières, un système d'octroi de crédit basé sur les données individuelles des producteurs (stockées dans chaque terminal de téléphonie mobile) conduisant à un financement par les institutions financières.</li> </ul>
Mode d'exécution et approche	<p>Coopération technique Coopération financière (remboursable et non remboursable) Collaboration avec le secteur privé et Business ODD (informations sur la production, entreprises privées pouvant développer des systèmes de crédit basés sur la base d'informations sur les flux de trésorerie) Collaboration externe (Banque mondiale)</p>



Durée d'exécution	3 à 5ans
Coût estimatif (s'il peut être calculé)	NA

#### Réponse post-convergence COVID-19

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance à l'exécution de la politique TIC
Objectifs et but ODD dont la contribution est attendue	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de l'Économie numérique, ARTCI
Fondement théorique de la proposition	Les lois, ordonnances et décisions gouvernementales liées aux TIC en Côte d'Ivoire sont d'un niveau suffisant et ne posent pas de problème majeur. L'enjeu est de mettre en œuvre l'ensemble de ces dispositions légales. Par exemple, même si la loi sur la protection des données personnelles est stipulée, le fait que les fournisseurs de services s'y conforment ou non est une autre question. Il est réellement souhaitable de mettre en œuvre la politique TIC.
Objectif de la proposition d'assistance	Envoi d'expert pour renforcer la capacité de suivi de l'ARTCI pour la mise en œuvre de la politique des TIC, surveiller effectivement chaque fournisseur de services, etc., s'assurer que la législation des TIC est respectée et que la politique des TIC est réalisée.
Bénéficiaires	Population ivoirienne, ARTCI
Projets concernés	N/D
Objet de l'assistance	Envoi d'expert pour mener le renforcement de la capacité de suivi de l'ARTCI pour la mise en œuvre des politiques TIC, et assurer le suivi réel des divers prestataires de services.
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	Aucune mention dans la politique nationale de coopération au développement. Il ne s'agit pas d'un domaine prioritaire de la JICA, mais la proposition est faite avec comme argument qu'il est important de renforcer la capacité de l'ARTCI afin de promouvoir la numérisation dans le secteur prioritaire à l'avenir en utilisant les résultats de cette enquête.
Remarques et conditions	Une motivation est nécessaire du côté de l'ARTCI.
Données à numériser ou à utiliser	NA
Mode d'exécution et approche	Envoi d'expert à long terme
Durée d'exécution	2 ans
Coût estimatif	24 HM

Désignation de la proposition d'assistance	Protection sociale
Objectif et but ODD dont la contribution est attendue	Objectif 1, cible 1.3 : tous les citoyens sont pris en charge par la protection sociale
Organisme d'exécution et organisations concernées	Agence d'exécution Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale Ministère des Solidarités et de la Réduction de la Pauvreté (en charge de la protection sociale) Organisations concernées Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM) Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (CSU) Ministère de l'Éducation
Fondement théorique de la proposition	Le Gouvernement de Côte d'Ivoire vise à promouvoir la protection sociale universelle, mais l'état d'implication des pauvres est particulièrement lente.

Objectif de l'assistance	Mener la construction et l'amélioration des programmes de protection sociale efficaces et efficaces dans le but d'augmenter la couverture de la protection sociale promue par le gouvernement de Côte d'Ivoire.
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les citoyens qui bénéficient du programme de protection sociale (= vise tous les citoyens)</li> <li>• Agents administratifs impliqués dans les programmes de protection sociale</li> <li>•</li> </ul>
Projets concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Banque mondiale : Projet de protection sociale et d'inclusion économique de la 2019-2024</li> <li>• JICA: « Etude de collecte et de confirmation d'informations sur la politique du secteur de la santé pour la promotion de la couverture sanitaire universelle pour les femmes, les enfants et les pauvres » (JV de Mitsubishi UFJ et IDCJ ; est en cours)</li> </ul>
Objet de la proposition d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir une assistance aux ministères et organismes centraux pour la conception systématique de systèmes de construction institutionnelle, financiers, à travers la consolidation des programmes individuels.</li> <li>• Au niveau local du terrain où sont dispensés les programmes de protection sociale, promouvoir le développement des ressources humaines nécessaires pour la numérisation, la mise en œuvre et la gestion des services de mise en œuvre (infrastructures, équipements, systèmes).</li> <li>• Les projets ci-dessus de la Banque mondiale sont également menés dans le domaine de l'éducation (alphabétisation des adultes par mobile), en utilisant d'autres projets en cours et des actifs passés de la Banque. Comme le contenu des programmes de protection sociale se diversifie et que de nouvelles technologies sont utilisées pour les systèmes de livraison aux bénéficiaires, divers appuis techniques tels que des propositions de nouvelles méthodes d'exécution et l'utilisation d'entreprises privées, y compris des entreprises japonaises et à cette fin, il existe des possibilités technologiques diversifiées et de développement ressources humaines.</li> </ul>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre de la politique nationale de coopération au développement comprend des domaines prioritaires, 1 Enjeux de développement pour le maintien d'une société sûre et stable, 1-2 Promotion de l'harmonie sociale par la restauration et le renforcement des services administratifs et sociaux de base pour la formation d'une société stable, sont érigés comme politique de réponse. En outre, l'enjeu de développement 1-3 Promotion d'une société saine, comprend une assistance au renforcement des services sociaux de base pour atteindre la CSU.</li> <li>• Selon les auditions de l'équipe de la JICA Santé auprès du Ministère du Développement Humain, la santé est un domaine prioritaire et une assistance relative à la CSU est prévue et l'étude de collecte d'informations et de confirmation » est en cours.</li> </ul>
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration avec le projet de protection sociale et d'inclusion économique de la Banque mondiale 2019-2024, susmentionné</li> <li>• Collaboration avec la JICA, « Etude de collecte de confirmation d'informations sur la politique du secteur de la santé pour la promotion de la couverture sanitaire universelle pour les femmes, les enfants et les pauvres » (sous JV entre Mitsubishi UFJ et IDCJ), ou proposé comme projet technique ultérieur</li> </ul>
Données à numériser et exploiter	Informations personnelles des bénéficiaires du programme de protection sociale du gouvernement (informations de base telles que : nom, date de naissance, adresse ; structure familiale, revenus, informations sur les institutions financières et l'institution de paiement mobile, etc.)
Mode d'exécution et approche	Approche : combinaison d'envoi de conseillers et projets de coopération technique. Au cas où il S'il est possible de fournir un programme de protection sociale aux bénéficiaires, il existe une possibilité de prêt de programme de politique.
Durée d'exécution	3 à 5ans
Coût estimatif	

### Investissements futurs

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance à la construction d'un mécanisme de télémédecine dans le domaine de la santé maternelle et infantile centré sur le CHU de Cocody
Objectifs et but ODD dont la contribution est attendue	3.1 : Réduire la mortalité maternelle mondiale à moins de 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030. 3.2 : Tous les pays visent à réduire la mortalité néonatale à au moins 12 sur 1 000 naissances vivantes et la mortalité des moins de 5 ans à au moins 25 sur 1 000 naissances vivantes d'ici 2030, avec et 5éradiquer la mortalité évitable chez les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de la Santé et CHU de Cocody
Fondement théorique de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère de la Santé réalise lui-même des pilotes à petite échelle basés sur la stratégie de télémédecine (2019-2022) avec quelques bons résultats.</li> <li>Actuellement, il n'y a aucune assistance des donateurs concernant les ressources financières et l'assistance technique pour les pilotes à petite échelle décrits ci-dessus.</li> <li>Concept leap frog d'utilisation des TIC pour combler le petit nombre de médecins (un des moyens d'améliorer la situation, en particulier dans les centres de santé ruraux, est de disposer d'infirmières et de sage-femmes, et presque tous les centres de santé ruraux sont perçus comme ne disposant pas de personnel médical.).</li> </ul>
Objectif de la proposition d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction d'un système de télémédecine dans le domaine de la santé maternelle et infantile étendu au milieu rural centré sur le CHU de Cocody</li> <li>Développement des ressources humaines, y compris l'amélioration de la qualité des médecins dans les grands hôpitaux et le relèvement de l'instruction TIC des infirmières, sage-femmes et agents de santé communautaires locaux</li> <li>Amélioration de l'infrastructure de communication en utilisant les innovations TIC, y compris le dernier kilomètre</li> </ul>
Bénéficiaires	Mère, enfant et famille
Projets concernés	Assistance financière non remboursable de la JICA - « Plan de développement de l'hôpital universitaire de Cocody pour l'amélioration des services de santé maternelle et infantile dans la région du Grand Abidjan »
Objet de l'assistance	Grâce à la construction d'un système de télémédecine dans le domaine de la santé maternelle et infantile étendu aux zones rurales et centrés sur l'hôpital universitaire de Cocody, contribuer à l'amélioration de la qualité des médecins dans les divers hôpitaux, à l'amélioration de l'instruction en TIC des infirmières, des sage-femmes et des agents de santé communautaires dans zones rurales et à l'amélioration des infrastructures de communication en utilisant le développement des ressources humaines, et de l'innovation TIC, y compris le dernier kilomètre.
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	Le troisième domaine prioritaire est la « Promotion d'une société saine : Fournir une assistance au renforcement des systèmes de santé et des services sociaux de base nécessaires à la santé de la population en vue de la couverture sanitaire universelle ».
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des infrastructures de communication (en particulier dans les zones rurales)</li> <li>Relèvement de l'instruction TIC des professionnels de la santé</li> <li>Leadership politique</li> <li>Aménagement juridique, loi sur la protection des données personnelles, etc.</li> </ul>
Données à numériser ou à utiliser	L'accumulation de bonnes pratiques en télémédecine devient possible et contribue à l'amélioration de la qualité du personnel médical.
Mode d'exécution et approche	Projet technologique
Durée d'exécution	3 à 5ans
Coût estimatif	Extension du projet de coopération technique existant + 12HM

Source : Equipe d'étude de la JICA



## 3.2 Madagascar

### 3.2.3 Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels

Sur la base de l'analyse de l'état actuelle et des défis dans la section précédente, l'équipe d'étude de la JICA a évalué les besoins d'appui potentiels pour chaque secteur du point de vue de la cohérence avec la politique de l'APD, les activités des autres PTF, les mesures prises par le pays cible, et la possibilité d'une utilisation efficace des données.

Tableau 3.2.3 Examen des défis prioritaires (Madagascar)

Secteur	APD	Autres PTF	Mesures effectués	Utilité	Évaluation
Éducation	A	BM, Canada	Tablettes en formation des enseignants, la diffusion radio	A	Mieux vaut commencer par un appui entre les bases.
Santé	A	BM, USAID, WHO, WFP, etc.	Stratégie de santé ne concerne que la pollution	A	Pour commencer avec un support de base à base
Identité nationale	NA	BM	Le PRODIGY par la BM numérise la carte nationale d'identité.	A	Il n'y a peut-être pas de place pour une intervention directe.
e-Gouv.	PA	BM, GIZ, UNICEF, etc.	Plan e-gouvernance interministérielle par l'UGD	A	Envisager la possibilité d'un soutien dans le secteur agricole
Protection sociale	A	BM, UNICEF	Le registre intégré des bénéficiaires, promotion du CRVS	A	L'intervention directe semble difficile.
DRH des TIC	PA	Canada, France, Chine, etc.	Formation à l'ENAM, Chambre de Commerce, etc.		Envisagez des interventions ciblées avec des besoins.
Politique des TIC	A	BM, PNUD, UE, France	La stratégie des TIC est en cours de révision par l'UGD		Besoins de support technique à l'UGD
Infras des TIC	PA	(Par ORM)	Le backbone et les réseaux des TIC sont limités.		Les besoins de soutien sont grands.

N.B. : A : Applicable, PA : Partiellement applicable, NA : N'est pas applicable

Source : Équipe d'étude de la JICA

Après tout, l'équipe d'étude de la JICA a examiné les rôles que la JICA peut jouer, les approches de solution et les points d'entrée dans les secteurs hautement prioritaires.

Tableau3.2.4 Approches possibles (Madagascar)

Secteur	Rôle potentiel de la JICA	Approche de résolution des problèmes	Point d'entrée
Education	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation des TIC comme base qui contribue à améliorer la qualité de l'éducation à travers l'école pour tous</li> <li>Amélioration de l'utilisation des appareils numériques dans le suivi scolaire grâce au ZAP, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de l'Education</li> </ul>
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la coordination entre la santé et la nutrition à travers le projet PASAN, routinisation de la collecte des données, sensibilisation des populations locales sur le changement de comportement, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Santé</li> <li>Bureau de la Nutrition Nationale</li> </ul>
E-Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique relative à la construction d'un e-Gouvernance qui fournit des services publics à la population</li> <li>Coopération technique relative au développement des ressources humaines en TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UGD</li> </ul>

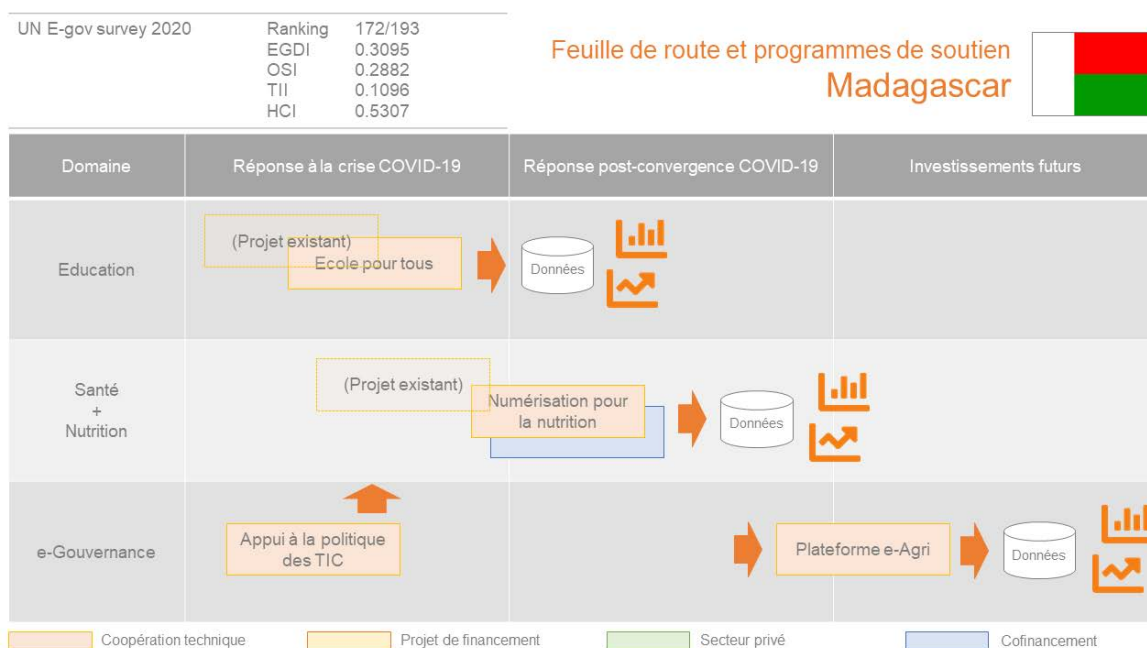
Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.2.4 Proposition d'une feuille de route et d'un programme d'assistance

Dans le tableau ci-dessous, sont proposés des programmes d'assistance en fonction de la réponse à la crise COVID-19 (à court terme), de la réponse post-convergence COVID-19 (à moyen terme) et des investissements futurs (à long terme), en ayant à l'esprit l'approche des besoins potentiels de la section précédente.

Cette section décrit le programme d'assistance proposé pour chacune de ces trois phases et des fiches de programme plus détaillées de la coopération technique et de la coopération financière de la JICA sont présentées dans la section suivante.

Schéma 3.2.2 Feuille de route des programmes de soutien (Madagascar)



Source : Équipe d'étude de la JICA

Tableau 3.2.5 Propositions de programmes d'assistance (Madagascar)

Réponse à la crise COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Education numérique	Renforcement du système de surveillance ZAP-CISCO [Projet de coopération technique 36HM] Composantes ajoutées	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le suivi des écoles est rapporté par le ZAP au Bureau départemental de l'éducation et au Ministère de l'Education via CISCO mais la compilation, la préparation et l'envoi du rapport prennent du temps, et la réponse nécessaire peut être retardée.</li> <li>Utiliser les données de surveillance pour la mise en œuvre rapide des mesures et l'amélioration de l'administration de l'éducation en développant des applications pouvant être utilisées sur les tablettes détenues par le personnel de ZAP et en créant une plateforme avec un tableau de bord qui peut partager et visualiser les données de CISCO.</li> <li>La sécurisation de la connexion au réseau CISCO et de l'alimentation électrique et la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>

		formation du personnel, y compris le personnel ZAP, sont requises.	
Politique ICT	Envoi d'un expert en politique TIC à l'UGD [Expert individuel 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les réformes administratives utilisant les TIC et la tendance d'administration en ligne viennent de commencer, et il est fort probable que le manque d'organisations, d'infrastructures, de ressources humaines, etc. soit un problème de mise en œuvre.</li> <li>• En considérant l'assistance de la JICA à l'éducation numérique, à la santé numérique et à l'administration en ligne, un expert ayant des connaissances sur le partage de la sensibilisation avec l'UGD et l'établissement du cadre juridique nécessaire, a été envoyé pour mettre en œuvre l'assistance.</li> <li>• Dans le domaine des TIC, des partenaires comme la Banque mondiale ouvrent la voie et une coordination entre les donateurs est nécessaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>

#### Réponse post-convergence COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Santé numérique	Promotion de la numérisation dans le domaine de la nutrition [Projet de coopération technique 60HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet PASAN est actuellement mis en œuvre dans le domaine de la nutrition, comme coopération technique, et des composantes ont été ajoutées au projet ou au projet successeur pour appuyer une liaison efficace entre la santé et la nutrition, la routinisation de la collecte de données et la sensibilisation au changement de comportement, et accroître les résultats de développement du projet.</li> <li>• Avec l'ajout de composantes, on s'attend à une amélioration des connaissances TIC des populations locales et des activités éducatives, y compris la formation au DHIS2 pour le personnel du bureau de nutrition et l'acceptation des outils numériques dans la zone cible.</li> <li>• La coordination interministérielle est nécessaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>



Investissements futurs

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
E-Gouvernance	Plan de numérisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 70 % de la population active de Madagascar travaillent dans l'agriculture qui représente 24 % du produit intérieur brut (PIB) ; le MAEP vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à moderniser l'agriculture, en utilisant les TIC ; il est prévu d'améliorer le secteur dans son ensemble. Il est prévu actuellement de construire une plateforme qui peut gérer les services agricoles de manière unique.</li> <li>• Avec le soutien de la JICA, des tablettes ont été fournies aux agents de vulgarisation agricole postés dans divers endroits; dans ces tablettes sont installées et utilisées une application d'assistance complète qui couvre tous les modules, allant de la production agricole (formation d'appui technique, aux informations sur les dommages causés par les ravageurs), aux liens avec le marché (fourniture d'informations sur le marché, service de mise en relation avec le marché), expédition (gestion d'entrepôt, logistique et service de mise en relation avec les importateurs), à la prévision météorologique aux</li> <li>• 特 En particulier, La difficulté d'accès à Internet est grave dans les zones rurales ; le taux de possession de téléphones portables des agriculteurs est aussi bas que 30%, et à Madagascar, les frais de communication mobile et les forfaits sont relativement élevés, donc la communication mobile n'est pas facile également.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>

Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.2.5 Eléments détaillés du programme d'assistance

#### Réponse à la crise COVID-19

Désignation du programme d'assistance	Renforcement du système de suivi ZAP-CISCO
Objectif et but ODD dont la contribution est attendue	SDGs4 Une éducation de haute qualité pour tous
Organisme d'exécution et organismes concernés	MEN : Ministère de l'Education Nationale
Fondement théorique de la proposition	Etant donné qu'au début de l'étude, le bureau de Madagascar a demandé que les composantes TIC soient considérées comme une extension du projet existant, résultat des discussions répétées qui ont eu lieu avec M. Nakazawa, Conseiller technique, Expert au Ministère de l'Education, et avec le projet phare d'amélioration de la gestion scolaire (Ecole pour tous), il a été jugé opportun, du point de vue des problèmes d'infrastructure de base de Madagascar et de la disponibilité et de l'accès des appareils et services TIC, qu'il convenait d'ajouter au projet en cours des composantes et de renforcer le système de surveillance ZAP-CISCO.
Objectif de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le suivi des écoles est rapporté par le ZAP au Bureau départemental de l'éducation et au Ministère de l'Education via CISCO, mais il faut du temps pour compiler, préparer et envoyer le rapport, et la réponse nécessaire peut être tardive.</li> <li>Utilisation des données pour la surveillance en développant des applications que le personnel ZAP peut utiliser sur des tablettes et en créant une plateforme avec un tableau de bord qui peut partager et visualiser les données de CISCO.</li> <li>Sécurisation de la connexion au réseau CISCO et de l'alimentation électrique, formation du personnel, y compris le personnel ZAP</li> </ul>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de l'Éducation nationale, ZAP et CISCO (bénéficiaires directs)</li> <li>Enseignants (bénéficiaires indirects)</li> </ul>
Projets concernés	Dans le cadre de « L'école pour tous : Projet de Développement de Education avec la Participation des Populations », la promotion du contenu de PRAZAM, une méthode indienne d'enseignement des mathématiques, est promue dans la zone pilote, et l'accent est également mis sur l'utilisation des SNS tels que Facebook comme support. En visualisant les données provenant de ZAP et CISCO et en accumulant les données du Ministère de l'Education, une amélioration supplémentaire de la gestion des écoles peut être attendue.
Objet de la proposition d'assistance	<ol style="list-style-type: none"> <li>Après avoir organisé le flux de données de ZAP vers CISCO et étudié la situation actuelle, le contenu de la fourniture des équipements nécessaires (appareils TIC, équipements de réseau, alimentation électrique, etc.), le contenu du support technique (production d'applications, la fréquence et le contenu des séminaires, etc.) et la sélection régionale (mise en œuvre en tant que pilote ou extension à l'échelle nationale) ont été déterminés.</li> <li>Conformément au contenu du point 1, se procurez l'équipement nécessaire et planifier simultanément un cours et d'autres plans avec le Ministère de l'Education.</li> <li>Conformément au contenu du point 1. sous-traiter la production d'applications à des entreprises japonaises.</li> <li>Organiser des séminaires et construire un système de suivi.</li> </ol>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	A Madagascar, le domaine de l'éducation est un domaine prioritaire, et bénéficie de diverses formes de coopération comme l'envoi de conseillers en politiques, des projets de coopération technique, la coopération financière, des formations thématiques et l'envoi de volontaires. Le présent projet sera un outil efficace pour soutenir latéralement les intrants existants et visualiser et surveiller les extrants.
Remarques et conditions	Données à numériser et exploiter (contribution à l'amélioration des services publics par l'exploitation et l'utilisation des données en possession) On s'attend à ce que ce projet génère des données statistiques sur l'éducation et contribue à la gestion des écoles. Toutefois, étant donné que la crédibilité des données est générée par les enseignants et le personnel du Ministère de l'Education, il est nécessaire de former les enseignants et le personnel à la signification des statistiques et à la méthode

	et au traitement de la génération des données. En outre, étant donné que les données générées et risquent d'aller dans une mauvaise destination une fois rassemblées, il sera nécessaire de former des experts en données du ministère de l'Éducation à l'avenir.
Numérisation et utilisation des données	Données relatives à la gestion de l'école (données standard relatives aux activités scolaires rapportées par ZAP à CISCO)
Mode d'exécution et approche	Projet de coopération technique (ajout de composants à TAFITA)
Durée d'exécution	3 ans environ sont présumés
Coût estimatif	Environ 36HM

Désignation du programme d'assistance	Assistance au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'e-Gouvernance (envoi d'experts)
Objectif et but ODD dont la contribution est attendue	16.6, 17.7, 17.8 et 17.9
Organisme d'exécution et organismes concernés	Unité de Gouvernance Digitale (UGD)
Fondement théorique de la proposition	<p>Comparé à d'autres pays africains, Madagascar n'a pas beaucoup progressé dans la numérisation des services publics, et est enfin au stade de franchir l'étape avec l'assistance de la Banque mondiale. L'Unité de Gouvernance Digitale (UGD) a été créée pour succéder à e-Gouvernance Madagascar en tant qu'organisation interministérielle de promotion de l'e-Gouvernance. Elle joue un rôle central dans la promotion de la numérisation de la carte d'identité nationale et des organisations gouvernementales.</p> <p>Les organisations gouvernementales disposent de peu de ressources humaines pour promouvoir la numérisation, et l'UDG est chargée d'une tâche très difficile. Il existe également des problèmes concernant la durabilité à long terme de l'UGD. A propos du fonctionnement de l'UGD, les dépenses de fonctionnement des trois premières années sont entièrement couvertes par le projet PRODIGY de la Banque mondiale, et il est exigé du gouvernement, une contribution de 25 % la quatrième année. Pour cette raison, il est nécessaire d'assurer la durabilité après 5 ans. Compte tenu de ces facteurs, il semble que le besoin de renforcement des ressources humaines et des capacités organisationnelles de l'UGD soit extrêmement élevé afin de promouvoir efficacement et durablement la numérisation du gouvernement malgache.</p>
Objectif de la proposition	Renforcement des capacités de politique, et exécution en renforçant l'organisation de l'UDG, organisation qui promeut l'e-Gouvernance.
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UGD</li> <li>• Le gouvernement qui promeut la numérisation à Madagascar et les citoyens malgaches,</li> </ul>
Projets concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet PRODIGY de la Banque mondiale (numérisation de la carte d'identité nationale, etc.)</li> </ul>
Objet de la proposition d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance au renforcement des capacités organisationnelles et humaines de l'UGD.</li> </ul> <p>Parmi les connaissances nécessaires pour l'expert à envoyer, on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissance des politiques et orientations nationales en matière de TIC (en particulier les meilleurs exemples)</li> <li>• Connaissance de la promotion de la numérisation (en particulier au sein des organismes gouvernementaux)</li> <li>• Connaissances sur le renforcement organisationnel, etc.</li> </ul>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<p>Non mentionné dans la politique nationale de coopération au développement</p> <p>Bien qu'il ne s'agisse pas d'un domaine prioritaire de la JICA, il existe un cadre d'étude des politiques liées aux TIC dans cette enquête. La proposition est faite avec l'argument selon lequel il est nécessaire de renforcer les politiques liées aux TIC afin d'étendre la technologie numérique à divers domaines, et il est important de renforcer les capacités des collectivités locales et des institutions qui les mettent en œuvre.</p>
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Liaison avec l'assistance de l'UDG à travers PRODIGY la Banque mondiale</li> </ul>
Numérisation et utilisation	Lorsque la numérisation du gouvernement sera encouragée, les données détenues par

des données	chaque ministère et bureau de statistique seront reliés par un cadre d'interopérabilité basé sur l'X-ROAD estonien, et seront fournies de manière appropriée et le service sera étendu de manière efficace.
Mode d'exécution et approche	Envoi d'expert
Durée d'exécution	24 HM (Envoi d'expert)
Coût estimatif	~100 millions de yen

### Réponse post-convergence COVID-19

Désignation du programme d'assistance	Promotion de la numérisation dans le domaine de la nutrition
Objectif et but ODD dont la contribution est attendue	2.2 : Eliminer toutes les formes de malnutrition d'ici 2030, y compris atteindre l'objectif internationalement convenu sur le retard de croissance et les maladies débilitantes chez les enfants de moins de 5 ans d'ici 2025, les jeunes filles, les femmes enceintes et l'allaitement Répondre aux besoins nutritionnels des femmes et des personnes âgées.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Office National de la Nutrition (ONN) et Ministère de la Santé Publique (MSANP)
Fondement théorique de la proposition	<p>Comme coopération technique de la JICA, il est actuellement en œuvre le projet PASAN dans le domaine de la nutrition, et les résultats du projet lui-même seront améliorés avec l'ajout d'éléments d'assistance à ce projet ou à son successeur pour résoudre les problèmes suivants. Les défis sont les suivants.</p> <p>Collaboration efficace des services de santé et de nutrition à tous les niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les agents de terrain de l'ONN s'efforcent de collecter quotidiennement des informations pour mettre à jour le dernier état de la cartographie et disposent d'un mécanisme pour créer un rapport une fois par mois, mais il est nécessaire de le saisir dans les données de DHIS2 sous la juridiction du ministère de la Santé publique être. En raison du manque de formation qui s'y rapporte, la situation actuelle est qu'il n'a pas été pleinement utilisé.</li> </ul> <p>Collecter les données et les routiniser du niveau périphérique au niveau central :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En raison du manque de formation mentionné ci-dessus, de bonnes ressources humaines n'ont pas été développées, et l'interopérabilité des données et l'accumulation de données via DHIS2 ne sont pas bien menées.</li> </ul> <p>Activités de sensibilisation pour le changement de comportement de la communauté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il y a un manque de compétences des populations qui manipulent les outils numériques.</li> </ul>
Objectif de la proposition	<p>Dans le cadre du projet PASAN de coopération technique de la JICA ou son projet successeur, la résolution des problèmes ci-dessus contribuera aux résultats et à la numérisation du projet lui-même. L'approche concrète est la suivante.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Offrir une formation DHIS2 au personnel de l'ONN (en vue de collaborer conjointement avec l'UNICEF et le PAM)</li> <li>Activités sensibilisation comprenant l'acceptation des outils numériques dans la zone cible à travers le projet et l'amélioration de l'instruction TIC des populations locales (activités sensibilisation pour le changement de comportement de la communauté)</li> </ul>
Bénéficiaires	Mère, enfant et leur famille
Projets concernés	Projet PASAN (Mars 2019-Février 2024, Homologues : Bureau National de la Nutrition, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère de la Santé Publique)
Objet de la proposition d'assistance	L'ajout de composantes contribuera au relèvement des activités de sensibilisation et de l'instruction TIC des populations locales, notamment la formation au DHIS2 pour le personnel du bureau de nutrition, l'acceptation des outils numériques dans la zone cible.
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non mentionné dans la politique nationale de coopération au développement.</li> <li>Le bureau à l'étranger souhaite favoriser la numérisation des services publics capitalisant des projets existants (spécialisation dans les projets de nutrition dans le domaine de la santé).</li> </ul>

Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiatives de coordination entre ministères</li> <li>• Renforcer et améliorer les infrastructures de communication, notamment dans les zones rurales. Il est essentiel d'utiliser le soutien proposé comme un déclencheur pour créer un effet d'entraînement dans le renforcement et le développement de l'infrastructure des télécommunications.</li> </ul>
Numérisation et utilisation des données	NA
Mode d'exécution et approche	Mise en œuvre dans le cadre d'une composante du projet de coopération technique
Durée d'exécution	4 ans
Coût estimatif	Évalué à un peu plus de 3 à 4,5 HM par an comme que composante du projet de coopération technique

#### Investissements futurs

Désignation du programme d'assistance	Projet de numérisation agricole
Objectif et but ODD dont la contribution est attendue	<p>2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs de produits alimentaires, y compris les femmes, les populations autochtones, les agriculteurs familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, en garantissant un accès sûr et égal à la terre et aux autres ressources de production, aux intrants, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés et aux opportunités d'emplois à haute valeur ajoutée et non agricoles.</p> <p>2.4 D'ici à 2030, augmenter la productivité, augmenter la production, maintenir les écosystèmes, relever la capacité d'adaptation au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes, aux sécheresses, aux inondations et autres catastrophes, et progressivement sécuriser les terres, sécuriser un système de production alimentaire durable qui améliore la qualité des sols et pratiquer une agriculture résiliente.</p> <p>2.5 D'ici 2020, grâce à des banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, promouvoir des semences, des plantes cultivées, des animaux domestiques et domestiques et leurs espèces sauvages apparentées, maintenir la diversité génétique des ressources génétiques et, sur la base des accords internationaux, et promouvoir la répartition juste et équitable des avantages résultant de l'accès et de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes.</p> <p>2a Envisager d'augmenter l'investissement dans les infrastructures rurales, la recherche agricole et les services de vulgarisation, le développement technologique et les banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage en renforçant la coopération internationale pour améliorer les capacités de production agricole dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés.</p> <p>9b Appuyer le développement technologique national, la recherche et l'innovation dans les pays en développement en assurant un environnement politique qui contribue à la diversification industrielle et à la création de valeur ajoutée pour les produits.</p>
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAEP), Unité de Gouvernance Digitale (UGD), Expert Agricole JICA
Fondement théorique de la proposition	<p>70% de la population active de Madagascar est agricole, et l'agriculture représente 24% du produit intérieur brut (PIB). Le MAEP vise à l'autosuffisance alimentaire et la modernisation de l'agriculture, et utilisera les TIC pour améliorer le secteur agricole dans son ensemble. Actuellement, un plan est en cours de formulation pour construire une plate-forme qui peut gérer les services agricoles d'une manière unique. Le contenu envisagé du guichet unique est :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) des informations sur la localisation de chaque agriculteur, les cultures produites par chaque exploitation, des informations sur les coopératives auxquelles ils appartiennent,</li> <li>2) la confirmation de la productivité et du volume de production des cultures,</li> <li>3) l'octroi de subventions,</li> <li>4) des outils vidéo utilisés pour l'apprentissage en ligne,</li> </ol>

	<p>5) la fourniture d'informations aux agriculteurs (prix du marché, correspondance avec les acheteurs, météo, emballage, finance, technologie agricole), etc.</p> <p>Madagascar, en particulier, est situé sur l'océan Indien et est l'un des plus vulnérables aux risques météorologiques au monde. Par conséquent, le pays est souvent frappé par des cyclones, des inondations et des sécheresses saisonnières qui affectent la production agricole. Afin de résoudre ces problèmes, il est nécessaire d'améliorer l'efficacité de la production agricole nationale grâce à l'intégration des TIC et d'éviter les risques en prévoyant la météo.</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, de nombreux problèmes doivent être résolus, tels que la pénurie de ressources humaines en TIC dans les institutions publiques, la fragilité des infrastructures TIC dans les zones rurales, la faible instruction TIC de tout le personnel agricole et la méfiance à l'égard des TIC</p> <p>A noter que « l'agriculture et le développement rural » figure en tête des domaines prioritaires de la politique nationale de coopération au développement du Japon, et trois projets agricoles sont actuellement en cours pour la seule JICA.</p>
Objectif de la proposition	Construire une plateforme qui couvre toutes les informations liées à l'agriculture et utiliser ces informations pour relever la productivité des agriculteurs et des parties concernées.
Bénéficiaires	Agriculteurs, vulgarisateurs agricoles, Coopératives, Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAEP)
Projets concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet d'assistance au relèvement de la productivité de la filière riz et à la promotion de l'industrialisation (JICA)</li> <li>• Fy Vary Project (JIRCUS/JICA) Projet Fy Vary (JIRCUS / JICA)</li> <li>• Plan de développement des champs/installations de production de semences (JICA)</li> </ul>
Objet de la proposition d'assistance	<p>Avec l'assistance de la JICA Des tablettes sont fournies aux agents de vulgarisation agricole en poste dans divers endroits. Seront installées sur la tablette, et utilisées, des applications de soutien exhaustives qui couvrant tous les modules, de la production agricole (formation au support technique, informations sur les ravageurs et les ravageurs), jusqu'au lien vers le marché (fourniture d'informations sur le marché, service d'adéquation avec le marché), l'expédition (gestion d'entrepôt, logistique et service mise en relation avec les importateurs), et la prévision météorologique (voir la figure ci-dessous).</p> <p>Concernant le développement des applications, aucune entreprise ayant des antécédents d'opérations similaires à Madagascar n'a pu être confirmée dans cette étude. Ainsi, dans certains cas, il peut être possible de sous-traiter à des entreprises situées dans d'autres pays francophones d'Afrique.</p>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « L'Agriculture et Développement rural » étant l'un des domaines prioritaires (objectif à moyen terme), une assistance globale visant le relèvement durable de la production de riz sera fournie à la formulation de politiques, au développement de technologies de culture, à la vulgarisation et la recherche, au développement de l'irrigation et à la distribution, en mettant l'accent sur le domaine de la riziculture où le Japon a un avantage comparatif. En outre, l'assistance est cohérente étant donné qu'il est prévu de renforcer la durabilité et l'autonomie du développement de l'agriculture dans son ensemble et des industries périphériques connexes (distribution, transformation, etc.) en menant un développement agricole axé sur le marché et centré sur le riz.</li> <li>• Le bureau de la JICA Madagascar a également mis en place une réunion en ligne avec des experts agricoles car l'agriculture est l'un des domaines prioritaires. En outre, il y a eu une demande du MAEP de Madagascar à travers des entretiens à distance pour une assistance à la numérisation de l'agriculture.</li> </ul>
Remarques et conditions	Parmi les problèmes évoqués dans la « Fondement théorique de la proposition », il y a la difficulté d'accès à Internet qui est particulièrement grave en milieu rural. Les agriculteurs ont un faible taux de possession de téléphones portables de 30%, et à Madagascar, les frais de communication mobile et les forfaits sont relativement élevés, de sorte que la communication avec les téléphones portables n'est pas facile.

	Naturellement, en raison de cette situation, la maîtrise des TIC est particulièrement faible dans les zones rurales, et une préparation comme la formation aux TIC est essentielle avant la mise en œuvre du projet.
Numérisation et utilisation des données	Les agriculteurs peuvent obtenir des informations personnelles en s'inscrivant à l'application, et il sera possible d'établir un lien avec la carte d'identité nationale que le gouvernement malgache vise. Le MAEP pourra appréhender le volume de la production agricole, le volume des expéditions, les exportations réalisées, etc., et utiliser ces données pour formuler des plans de développement agricole.
Mode d'exécution et approche	<p>Un projet de coopération technique est proposé, mais une coopération avec les projets de la JICA existants est envisagée. Par exemple, dans le cadre du « Plan de développement et de l'installation des champs production de semences », une pièce d'identité est délivrée au producteur de semences comme première étape, et l'inspection de la semence est enregistrée. Parallèlement, des QR codes seront remis à divers producteurs de semences pour améliorer la traçabilité. Ensuite, dans une deuxième étape, l'inspecteur des semences affecté à la collectivité locale et le bureau central d'inspection des semences seront connectés en ligne à l'aide d'une tablette, dans le but d'améliorer l'efficacité du processus d'inspection des semences. Cette partie peut faire partie de la plateforme proposée pour compléter le plan.</p> <p>En outre, le « Projet d'appui à l'amélioration de la productivité de la filière riz et à la promotion de l'industrialisation » et le « Projet Fy Vary » également visent à augmenter la productivité agricole, mais en fin de compte, il est nécessaire de vendre les produits agricoles récoltés sur le marché. Cependant, dans les circonstances actuelles, il y a une divergence dans l'information selon laquelle le vendeur ne vend pas même s'il met en magasin à un prix élevé, et l'acheteur ne sait pas où l'acheter. On peut penser qu'il peut être complété par une plateforme complète qui propose des services de mise en relation non seulement pour les marchés (revendeurs) mais aussi pour les magasins de matériel agricole, les entreprises de machines agricoles et les distributeurs, tournant autour des agriculteurs.</p> <p>Dans tous les cas, il est important pour les experts en TIC d'écouter les experts agricoles sur les problèmes et les enjeux du processus commercial actuel et de discuter de la manière de construire une plateforme comme mesure d'amélioration.</p>
Durée d'exécution	3 à 5ans
Coût estimatif	60 HM

Source : Equipe d'étude de la JICA





### 3.3 Cameroun

#### 3.3.3 Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels

Sur la base de l'analyse de l'état actuelle et des défis dans la section précédente, l'équipe d'étude de la JICA a évalué les besoins d'appui potentiels pour chaque secteur du point de vue de la cohérence avec la politique de l'APD, les activités des autres PTF, les mesures prises par le pays cible, et la possibilité d'une utilisation efficace des données.

Tableau 3.3.9 Examen des défis prioritaires (Cameroun)

Secteur	APD	Autres PTF	Mesures effectués	Utilité	Évaluation
Éducation	PA	NA	Aucun effort de numérisation n'a été identifié.	NA	La possibilité de prise en charge est faible.
Santé	NA	USAID/CDC, WHO, GF, GIZ	Promotion de la stratégie de santé numérique	A	Des besoins existent, la coordination entre PTF est nécessaire
Identité nationale	PA	BM, PNUD, GIZ, UNICEF	La numérisation de la carte nationale d'identité stagne	A	Le besoin de soutien à la numérisation de l'état civil est prioritaire.
e-Gouv.	PA	Inde, Israël, GIZ	SI de chaque ministère, portail commercial, etc.	A	Il y a beaucoup de partenaires et peu de marge d'intervention.
Protection sociale	NA	BM	Un registre social intégré est en cours de pilotage	A	Une coordination efficace avec l'état civil est souhaitée.
DRH des TIC	PA	GIZ, KOICA	Formation aux centres de fonctionnaires, et aux ministères.		Les besoins de développement des RH en TIC qui conduisent à la croissance économique.
Politique des TIC	A	KOICA	La stratégie numérique 2020 est en cours de révision.		Besoins d'appui à la mise en œuvre de la stratégie TIC.
Infras des TIC	PA	Chine, BAD	La privatisation de l'activité mobile et l'entrée privée		Accompagner les entreprises japonaises avec l'activité mobile comme point d'ancrage.

N.B. : A : Applicable, PA : Partiellement applicable, NA : N'est pas applicable

Source : Équipe d'étude de la JICA

Après tout, l'équipe d'étude de la JICA a examiné les rôles que la JICA peut jouer, les approches de solution et les points d'entrée dans les secteurs hautement prioritaires.

Tableau 3.3.10 Approches possibles (Cameroun)

Secteur	Rôles de la JICA	Approches de solutions	Points d'entrée
Administration TIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance à la révision de la législation relative aux TIC</li> <li>Assistance à la formulation et à l'exécution du plan détaillé de numérisation des services publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MINPOSTEL</li> </ul>
Carte d'identité nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance à la numérisation de l'enregistrement des populations sur la base de la répartition des régions grâce à la coordination des donateurs</li> <li>Fourniture de systèmes d'information biométrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Type Exportation d'infrastructure</li> <li>Appui au secteur privé</li> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>BUNEC</li> </ul>
Santé numérique	La numérisation des données médicales personnelles vient juste de démarrer et la diffusion et l'assistance des donateurs sont encore limitées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Santé et OMS</li> <li>Université de Yaoundé</li> </ul>

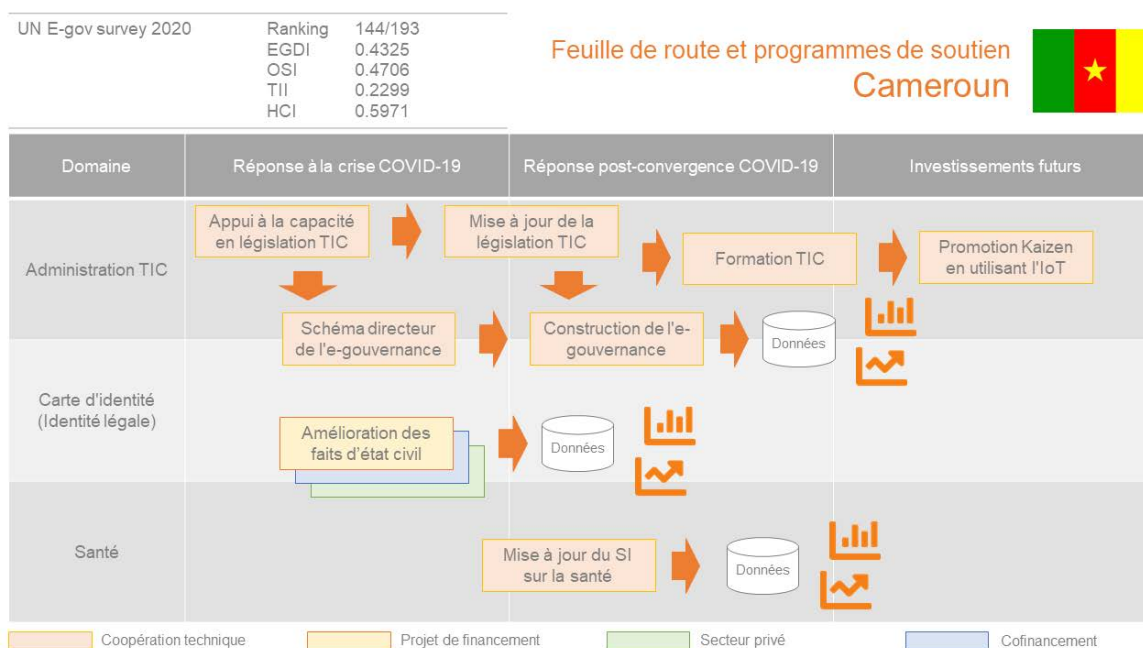
Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.3.4 Proposition d'une feuille de route et d'un programme d'assistance

Dans le tableau ci-dessous, sont proposés des programmes d'assistance en fonction de la réponse à la crise COVID-19 (à court terme), de la réponse post-convergence COVID-19 (à moyen terme) et des investissements futurs (à long terme), en ayant à l'esprit l'approche des besoins potentiels de la section précédente.

Cette section décrit le programme d'assistance proposé pour chacune de ces trois phases et des fiches de programme plus détaillées de la coopération technique et de la coopération financière de la JICA sont présentées dans la section suivante.

Schéma 3.3.2 Feuille de route des programmes de soutien (Cameroun)



Source : Équipe d'étude de la JICA

Tableau 3.3.11 Proposition d'un programme d'assistance (Cameroun)

Réponse à la crise COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Administration TIC	Confirmation des problèmes relatifs aux lois sur les TIC Renforcement des capacités [Expert individuel 12HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de revoir la réglementation sur les TIC et d'extraire et réviser les parties qui doivent être mises à jour.</li> <li>Renforcer la capacité de réviser la législation relative aux TIC et clarifier ce qui devrait être modifié dans le contexte du Cameroun</li> <li>Nécessité de la disposition des homologues à réviser la réglementation sur les TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>
Administration TIC	Renforcement de la capacité d'élaboration du plan détaillé du M/P du gouvernement électronique [Projet de coopération]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de formuler et d'exécuter un plan détaillé de numérisation des services publics conformément au M/P de l'e-Gouvernance.</li> <li>La capacité de formulation de plans détaillés sera renforcée</li> <li>Afin de faire un plan détaillé en ligne avec l'e-Gouvernance M/P, il est nécessaire de décider</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>

	technique 60HM]	de la répartition des rôles de l'objet de l'assistance avec la KOIKA et de discuter du système d'assistance sur la façon de coopérer.	
Carte d'identité nationale Enregistrement des populations	Amélioration de l'enregistrement des naissances par la numérisation [Don de 3 milliards de yens]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le PNUD octroie une assistance, sur financement du Gouvernement du Japon pour appuyer l'amélioration de l'enregistrement des naissances dans l'Extrême-Nord ; une technologie et des appareils fiables sont nécessaires pour gérer les informations biométriques mais les fonds du PNUD sont limités.</li> <li>• Les progrès de l'enregistrement des naissances dans l'Extrême Nord, loin de la capitale, conduiront à une meilleure gouvernance, à de meilleurs services comme la santé et l'éducation aux populations ; et la technologie des entreprises japonaises peut être exploitée grâce à des subventions.</li> <li>• La coordination et la consultation entre le BUNEC, l'agence d'exécution et le PNUD sont nécessaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration externe</li> <li>• Type Exportation d'infrastructure</li> <li>• Appui au secteur privé</li> </ul>

Réponse post-convergence COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Administration TIC	Révision de la réglementation relative aux TIC [Expert individuel 12HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de revoir les réglementations liées aux TIC et d'extraire et réviser les parties qui doivent être mises à jour.</li> <li>Les enjeux de la réglementation relative aux TIC extraits dans la phase de réponse à la crise seront revus et révisés.</li> <li>Les homologues doivent être disposés à réviser les réglementations liées aux TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>
Administration TIC	M/P E-Gouvernance Elaboration du plan détaillé [Etude de développement 60HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de formuler et d'exécuter un plan détaillé de numérisation des services publics conformément au M/P de l'e-Gouvernance.</li> <li>Exploiter les capacités renforcées de planification détaillée pour élaborer des plans détaillés de numérisation des services publics conformément à l'administration électronique M/P</li> <li>Il est nécessaire de décider de la répartition des rôles de l'objet de l'assistance avec la KOIKA et de discuter du système d'assistance sur la façon de coopérer pour d'élaborer un plan conforme au M/P de l'e-Gouvernance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>
Administration TIC	Renforcement des fonctions des institutions de formation des fonctionnaires pour la numérisation des services publics [Formation pays]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement camerounais promeut diverses réformes des procédures internes, centrées sur le MINFOPRA. La compréhension de la numérisation par les décideurs est essentielle pour faire avancer ces réformes.</li> <li>Approfondir la prise de conscience des services publics par rapport à la numérisation chez les fonctionnaires en général</li> <li>Obtenir la compréhension et la coopération des divers ministères et organismes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>
Santé numérique	Renforcement du système régional d'information médicale par la mise en place du dossier médical électronique [Expert individuel 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>La collecte et l'utilisation des données et informations pour atteindre la CSU étant insuffisantes, le projet de stratégie élaboré pour la numérisation des données médicales personnelles (introduction du dossier médical électronique), mais l'assistance de certains donateurs pour appuyer son introduction est limitée et l'accès à des services de qualité est limité et la référence entre les établissements ne fonctionnent pas.</li> <li>En assistant le développement et l'introduction de pilotes de dossiers médicaux électroniques (type standard) des hôpitaux régionaux des zones sélectionnées vers les centres de santé, la gestion et le suivi appropriés des patients et le système de référence inter-établissements seront renforcés, et l'accès à des services de qualité sera favorisé.</li> <li>Confirmation de la cohérence de de l'objet de l'assistance avec les politiques et stratégies nationales, et collaboration et coordination entre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement à partir de secteurs individuels</li> <li>Collaboration avec l'OMS, l'Université de Yaoundé, etc.</li> </ul>

		les donateurs. Il est nécessaire de confirmer la mise en place du système de certification des dossiers médicaux électroniques, de confirmer l'état de l'aménagement des infrastructures des établissements cibles, comme les serveurs d'accès au réseau, etc. et de se conformer à la loi sur la protection des données personnelles.	
--	--	--	--

#### Investissements futurs

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Administration TIC	Exécution de la numérisation des services publics [Projet de coopération technique 60HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de bâtir et exécuter un plan détaillé de numérisation des services publics conformément au M/P de l'e-Gouvernance.</li> <li>La numérisation des services publics sera réalisée selon au plan détaillé de numérisation des services publics conformément au M/P de l'administration électronique formulé. □</li> <li>Il est nécessaire de décider de la répartition des rôles des contenus de support avec la KOIKA et de discuter du système d'assistance sur la façon de coopérer pour élaborer un plan détaillé conforme au M/P de l'e-Gouvernance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>
Développement des ressources humaines TIC	Promotion des activités Kaizen utilisant l'IoT [Extension du Projet de coopération technique en cours + 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'organisation de promotion des PME a été créée avec l'assistance de la JICA ; en plus du relèvement de la durabilité des entreprises, elle développe des services de développement des entreprises (SDE : BDS) tels que la stabilité de l'emploi et l'amélioration de la compétitivité, etc. et vise à fournir des BDS à 5 000 PME entreprises d'ici 2026.</li> <li>La JICA a lancé le « Projet global de promotion des PME par la promotion de relèvement de la qualité et de la productivité (Kaizen) » en 2019, en promouvant une politique de promotion des PME centrée sur Yaoundé et Douala, et visant à renforcer le développement des ressources humaines chargées des SDE et le système de fourniture des BDS et à contribuer à la promotion des PME au Cameroun.</li> <li>Dans le cadre de l'approche Kaizen mentionnée, il a été possible de montrer à l'aide de post-it, de chronomètre, etc. des méthodes d'amélioration en visualisant les services de manière analogique, et des dispositifs IoT bon marché (capteurs, etc.) sont désormais disponibles et peuvent être visualisés par la technologie numérique ; par conséquent, l'IoT est utilisé comme un outil de l'approche Kaizen.</li> <li>Il est possible de promouvoir plus efficacement la promotion des PME par le biais de SDE en intégrant l'approche Kaizen utilisant l'IoT.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement des TIC</li> </ul>

Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.3.5 Eléments détaillés du programme d'assistance

#### Réponse à la crise COVID-19

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance l'élaboration et l'exécution d'un Plan détaillé de numérisation des services publics
Objectif et Cible ODD dont la contribution est attendue	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère des Postes et Communications
Fondement théorique de la proposition	Les projets d'e-Gouvernance visent à numériser divers services mais il est difficile d'élaborer des plans détaillés et il est nécessaire de rehausser les capacités des fonctionnaires. Egalement, il existe de nombreux systèmes, mais le problème est leur duplication. Et ils ne sont pas correctement interconnectés.
Objectif de l'assistance	Faire progresser la numérisation des services publics qui assurent l'interopérabilité.
Bénéficiaires	Population camerounaise, Ministère des Postes et Communications, ministères et organismes concernés
Projets concernés	Plan directeur de l'e-Gouvernance élaboré entre le ministère des Postes et Télécommunications et KOIKA
Objet de l'assistance	Renforcer les capacités du Ministère des Postes et Télécommunications afin que des plans détaillés de numérisation des services publics puissent être formulés conformément au plan directeur de l'e-Gouvernance. En utilisant les capacités ci-dessus, en collaboration avec le Ministère des Postes et Télécommunications, envoyer des experts à long terme pour formuler des plans détaillés et déterminer la portée de la numérisation du service public appuyée par la JICA. Pour les parties dont la JICA n'est pas en charge, la répartition des rôles sera clarifiée autant que possible, par exemple sur l'initiative du Gouvernement et en demandant l'assistance des autres donateurs, etc. Lors de la formulation du plan détaillé, coordonner avec les interventions des autres ministères et régions pour réaliser une configuration interconnectée. Après avoir formulé le plan détaillé, un projet de coopération technique sera mis en œuvre et la JICA fournira son assistance à la numérisation dans le cadre mentionné ci-dessus.
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non mentionné dans la politique nationale de coopération au développement.</li> <li>• L'e-Gouvernance en tant que tel n'est pas un domaine prioritaire de la JICA, l'assistance est proposée car il s'agit d'une activité visant à promouvoir la numérisation dans le cadre des domaines prioritaires en utilisant les résultats de l'étude.</li> </ul>
Remarques et conditions	Il est nécessaire de déterminer la démarcation de l'objet de l'assistance avec la KOIKA et de discuter du système d'assistance sur la manière de coopérer pour élaborer un plan détaillé conforme au plan directeur de l'e-Gouvernance.
Données à numériser et utiliser	NA
Mode d'exécution et approche	Envoi d'un expert à long terme + Projet de coopération technique
Durée d'exécution	Envoi d'experts longue durée : 2 ans, Projet de coopération technique : pas encore décidé car le périmètre n'est pas précisé
Coût estimatif	Envoi d'experts à long terme : 24HM ; Projet de coopération technique : pas encore décidé car le périmètre n'est pas précisé

Désignation de la proposition d'assistance	Renforcement du système régional d'information médicale par la mise en place du dossier médical électronique
Objectif et Cible ODD dont la contribution est attendue	Cible 3.8. Vise à atteindre la CSU avec l'Objectif 3 des ODD (Santé et bien-être)
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de la Santé et les divers établissements médicaux

Fondement théorique de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La collecte et l'utilisation efficaces des données et informations sur la santé pour atteindre la CSU n'ont pas été faites. En outre, l'accès à des services de qualité est insuffisant et le système de référence entre les établissements sont largement non fonctionnelles<sup>1</sup>.</li> <li>• L'exhaustivité et l'interopérabilité insuffisantes à cause de l'introduction de systèmes parallèles et sporadiques, et le manque de coordination entre les parties prenantes ont également été soulignés.</li> <li>• Concernant la numérisation des informations personnelles sur la santé dans les établissements médicaux, une stratégie de dossier médical électronique est en cours d'élaboration, et l'assistance aux interventions sur site vient juste de démarrer. Egalement, le VIH/SIDA est au centre des préoccupations et les interventions globales sont limitées. En numérisant et en systématisant efficacement et en toute sécurité les informations personnelles sur la santé, on s'attend à ce que les informations sur les patients soient largement partagées avec les professionnels de la santé, que des services de santé efficaces soient fournis et une référence appropriée entre les établissements médicaux soient encouragés.</li> </ul>
Objectif de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En construisant un modèle de système de gestion et d'exploitation efficace (introduction du dossier médical électronique) des informations de santé personnelles de base au niveau des centres de santé à partir des hôpitaux régionaux, une gestion et un suivi appropriés des patients et le renforcement du système de référence entre les établissements et l'accès à des prestations de base de haute qualité seront promus.</li> </ul>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnel médical et populations locales de la zone cible</li> </ul>
Projets concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun en particulier</li> </ul>
Objet de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Confirmation de l'état de mise en œuvre de la stratégie du dossier médical électronique (y compris la cartographie des activités des bailleurs de fonds, la confirmation de l'état d'établissement du système d'approbation du logiciel du dossier médical électronique, etc.).</li> <li>• Assistance au développement du système du dossier médical électronique standard, y compris les modules indispensables qui devraient être utilisés au niveau des divers hôpitaux publics, hôpitaux préfectoraux et centres de santé en consultation et en collaboration avec les parties prenantes, le Ministère de la Santé, l'OMS, l'Université de Yaoundé et les entreprises privées de développement de systèmes<sup>2</sup>, etc. (par exemple, santé maternelle et infantile, gestion hospitalière, etc.).</li> <li>• Assistance à l'introduction et l'exploitation des données et à l'amélioration de la capacité d'utilisation des dossiers médicaux électroniques aux divers niveaux des hôpitaux régionaux, des hôpitaux départementaux et des centres de santé sélectionnés.</li> </ul>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non mentionnée dans la politique nationale de coopération au développement.</li> <li>• Le bureau de la JICA Cameroun a déclaré que la santé n'est pas un domaine prioritaire mais souhaiterait envisager la possibilité d'une assistance à la santé numérique.</li> </ul>
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposition d'assistance coordonnée et consensuelle entre le Ministère de la Santé et les bailleurs de fonds, basée sur la stratégie du dossier médical électronique.</li> <li>• Confirmation et conformité au système de certification du logiciel du dossier médical électronique</li> <li>• Aménagement d'infrastructures comme un serveur d'accès au réseau des établissements cibles</li> <li>• Conformité à la loi sur la protection des données personnelles</li> <li>• Confirmation de la législation sur le stockage des données</li> </ul>

<sup>1</sup> National Health Sector Strategy 2016-2027

<sup>2</sup> Universal Software (Cameroun), lauréat du concours de plans d'affaires NINJA (2021), a développé un système de dossier médical électronique appelé HOSPISOFT pour les hôpitaux publics et privés. L'entreprise prévoit d'introduire la technologie blockchain pour créer un système de transmission de données plus sûr et plus efficace.



Données à numériser et utiliser	Données personnelles sur la santé
Mode d'exécution et approche	Projet de coopération technique en collaboration avec le Ministère de la Santé, les partenaires au développement et les entreprises privées également
Durée d'exécution	2022 à 2025 : 3ans
Coût estimatif	60HM

#### Réponse après la convergence COVID-19

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance à la révision de la législation sur les TIC
Objectif et Cible ODD dont la contribution est attendue	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère des Postes et Communications
Fondement théorique de la proposition	Une législation relative aux TIC est en place mais elle doit être mise à jour quotidiennement car il existe des problèmes en termes de protection des données personnelles, de cybersécurité, de stockage de données, etc.
Objectif de l'assistance	S'adapter à l'évolution temporelle de la Législation relative aux TIC et relever les défis en matière de protection des données personnelles, de cybersécurité, de stockage de données et sous d'autres perspectives.
Bénéficiaires	Population camerounaise, Ministre des Postes et Communications
Projets concernés	NA
Objet de l'assistance	Nous enverrons des experts à long terme sur la législation relative aux TIC pour confirmer la législation sur les TIC avec les homologues également, identifier les problèmes et réviser les parties nécessaires pour les adapter aux changements temporels.
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non mentionnée dans la politique nationale de coopération au développement.</li> <li>• Il ne s'agit pas d'un domaine prioritaire de la JICA mais il est proposé car il est nécessaire d'améliorer l'environnement pour promouvoir la numérisation dans les domaines prioritaires dans l'avenir en utilisant les résultats de cette enquête.</li> </ul>
Remarques et conditions	L'homologue est disposé à réviser la législation relative aux TIC.
Données à numériser et utiliser	NA
Mode d'exécution et approche	Envoi d'experts à long terme
Durée d'exécution	2 ans
Coût estimatif	24HM

#### Investissements futurs

Désignation de la proposition d'assistance	Promotion des activités Kaizen utilisant l'IoT (examen dans le cadre du projet en cours ou du projet suivant)
Objectif et Cible ODD dont la contribution est attendue	Sont applicables, la Cible 9.3 (élargir les chaînes de valeur des petites entreprises manufacturières et des autres entreprises et leur l'intégration et leur l'accès au marché) et la Cible 9.b (assistance au développement technologique et à la recherche et l'innovation au niveau national dans les pays en développement.) de l'objectif 9 des ODD.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Organes d'exécution : Ministère des PME, de la Socio-économie et de l'Artisanat Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
Fondement théorique de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Cameroun a mis en place l'Organisation de Promotion des PME avec l'assistance de la JICA, et a déroulé, outre le relèvement de la durabilité des entreprises, un service de développement des affaires centré sur le conseil (BDS) visant la stabilisation de l'emploi et le relèvement de la compétitivité économique, etc. avec l'objectif de fournir des BDS à 5 000 PME d'ici 2026.</li> <li>• Ainsi, la JICA a lancé en 2019, le « Projet global de promotion des PME par la</li> </ul>

	<p>promotion du relèvement de la qualité et de la productivité (Kaizen) », visant le renforcement des ressources humaines chargées de la politique et des BDS et du système de fourniture de BDS relatifs à la promotion des PME centrée sur la capitale Yaoundé et la ville économique de Douala pour contribuer à la promotion des petites et moyennes entreprises du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre de l'approche Kaizen menée jusqu'à présent, des post-it, un chronomètre, etc. ont été utilisés pour visualiser les opérations de manière analogique et fournir des méthodes d'amélioration, mais ces dernières années, des tablettes et des appareils IoT peu coûteux (capteurs, etc.) étant disponibles, il est possible de faire de la visualisation à l'aide de la technologie numérique. Par conséquent, il est relativement facile d'utiliser diverses technologies numériques comme outils pour l'approche Kaizen.</li> <li>• En collectant des données à l'aide de la technologie numérique, les tâches de transcription du papier vers Excel deviennent inutiles, et puisqu'il sera possible d'analyser comment utiliser les données collectées pour relever la productivité et la qualité en temps opportun, ou le rôle qu'elles jouent dans le taux d'opération et la maintenance de l'infrastructure, il sera possible de transférer des technologies concernant des méthodes de conseil encore plus avancées.</li> </ul>
Objectif de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La promotion des PME sera favorisée plus efficacement à travers les BDS en intégrant l'approche Kaizen utilisant l'IoT.</li> </ul>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère des PME - Agence des PME : Il est possible d'encourager la promotion globale des PME en promouvant plus efficacement Kaizen grâce à l'utilisation de l'IoT.</li> <li>• Entreprises bénéficiant d'une assistance BDS : On peut s'attendre au relèvement de la qualité et de la productivité grâce à l'approche Kaizen.</li> </ul>
Projets concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Depuis le « Plan directeur de promotion des PME » (2007-2009), et, après l'envoi des conseillers (2010-2016) et le « Projet d'amélioration de la qualité et de la productivité des PME (Kaizen) » (2015-2017), la JICA est actuellement en train de mettre en œuvre le « Projet global de promotion des PME » (2019-2023).</li> </ul>
Objet de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Examen de l'approche Kaizen utilisant la technologie numérique</li> <li>• Démonstration de l'approche Kaizen utilisant la technologie numérique</li> <li>• Promotion de l'approche Kaizen utilisant la technologie numérique basée sur des résultats de démonstration</li> </ul>
Cohérence avec la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'assistance s'inscrit dans le cadre de l'une des politiques nationales de coopération au développement, « Développement économique centré sur la promotion des petites et moyennes entreprises » et la JICA considère également ce domaine comme un domaine prioritaire de coopération.</li> </ul>
Remarques et conditions	NA
Données à numériser et utiliser	Il ne s'agit pas de données destinées à l'amélioration des services publics mais il est envisageable de suivre la formation des consultants qui fournissent des BDS, d'analyser les données qui ont été vérifiées par Kaizen et de donner des conseils aux entreprises.
Mode d'exécution et approche	Examen dans le cadre du projet en cours ou du prochain projet
Durée d'exécution	2023 à 2025 (3ans)
Coût estimatif	Ajout d'un expert en « Utilisation de la technologie numérique » au projet suivant (15HM)

Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.4 Gabon

#### 3.4.3 Défis prioritaires et approche pour les besoins potentiels

Sur la base de l'analyse de l'état actuelle et des défis dans la section précédente, l'équipe d'étude de la JICA a évalué les besoins d'appui potentiels pour chaque secteur du point de vue de la cohérence avec la politique de l'APD, les activités des autres PTF, les mesures prises par le pays cible, et la possibilité d'une utilisation efficace des données.

Tableau 3.4.7 Examen des défis prioritaires (Gabon)

Secteur	APD	Autres PTF	Mesures effectués	Utilité	Évaluation
Éducation	PA	UNESCO, Chine, etc.	Les PC sont en place, mais la connectivité varie selon l'école.	A	Aucun atout de coopération n'existe, l'intervention difficile.
Santé	A	BM, WHO	P/D information de la santé, commencé les principales activités	A	Possibilité de collaboration avec la BM
Identité nationale	NA	BM, France	Le MINT s'occupe d'état civil et d'identité nationale	A	Une demande de numériser les données d'archives de l'état civil
e-Gouv.	PA	BM, BAD, etc	L'e-gouvernance transversale n'est pas encore mis en place.	A	Les besoins sont variés.
Protection sociale	A	BM, UNICEF	Il existe un plan pour un registre unique.	A	Il y a un besoin, mais c'est prématuré.
DRH des TIC	PA	BM	Le développement des RH pour la santé et l'e-gouvernance.		Les besoins de développement des ressources humaines en TIC sont élevés.
Politique des TIC	A	BM, BAD	Stratégie de numérisation ; Le défi est la mise en œuvre.		Un conseiller en politique des TIC a été sollicité à la JICA.
Infras des TIC	PA	BM, BAD	Taux de couverture Internet relativement élevé		Considérer la possibilité d'utiliser une technologie innovante.

N.B. : A : Applicable, PA : Partiellement applicable, NA : N'est pas applicable

Source : Équipe d'étude de la JICA

Après tout, l'équipe d'étude de la JICA a examiné les rôles que la JICA peut jouer, les approches de solution et les points d'entrée dans les secteurs hautement prioritaires.

Tableau 3.4.8 Approches possibles (Gabon)

Secteur	Rôle de la JICA	Approches de solutions	Point d'entrée
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance à la numérisation dans le cadre de l'assistance à la diffusion des manuels de santé maternelle et infantile, qui est un atout de la JICA (toutefois, dans une perspective à moyen et long terme, la numérisation des données de santé n'ayant pas progressé)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement à partir des secteurs individuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Santé</li> </ul>
e-Gouv.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une étude est en cours à la BAD et la Banque mondiale dans le but de la fournir une administration électronique transversale en 2025 bien que les services publics individuels soient intégrés, la coopération technique et la coopération financière pour la diffusion à l'échelle nationale de la taxe hautement prioritaire système</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernement gabonais, Nations Unies</li> </ul>

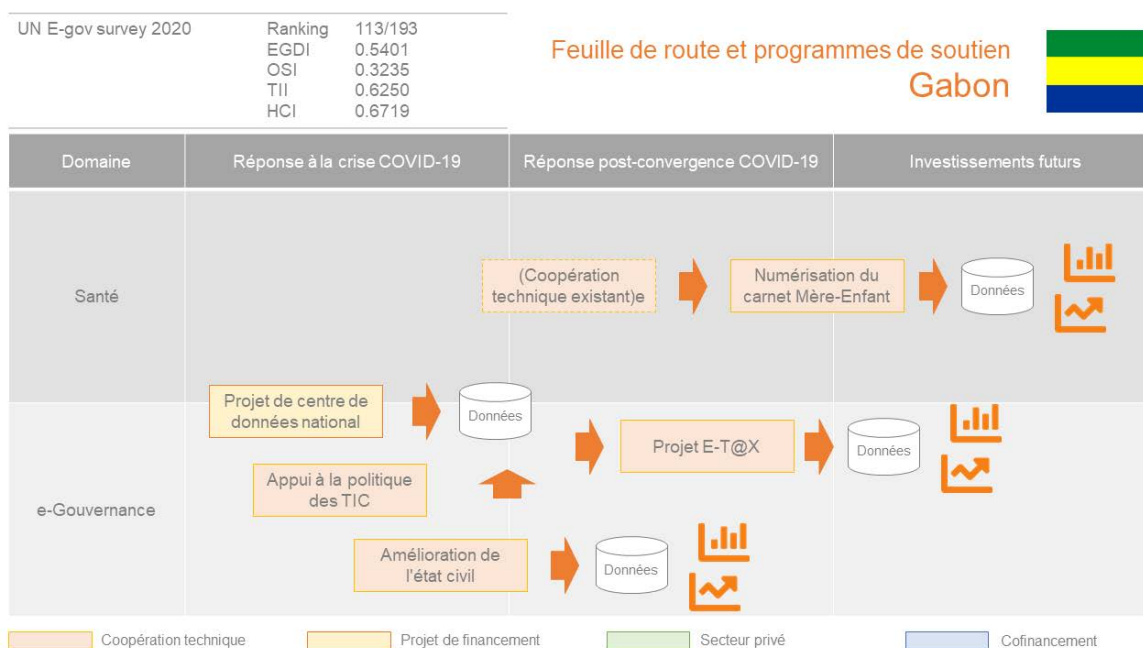
Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.4.4 Proposition d'une feuille de route et d'un programme d'assistance

Dans le tableau ci-dessous, sont proposés des programmes d'assistance en fonction de la réponse à la crise COVID-19 (à court terme), de la réponse post-convergence COVID-19 (à moyen terme) et des investissements futurs (à long terme), en ayant à l'esprit l'approche des besoins potentiels de la section précédente.

Cette section décrit le programme d'assistance proposé pour chacune de ces trois phases et des fiches de programme plus détaillées de la coopération technique et de la coopération financière de la JICA sont présentées dans la section suivante.

Schéma 3.4.2 Feuille de route des programmes de soutien (Gabon)



Source : Équipe d'étude de la JICA

Tableau 3.4.9 Propositions de programmes d'assistance (Gabon)

Réponse à la crise COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, Effets, Conditions, etc.	Approche
Carte d'identité nationale	Assistance à la numérisation des données d'enregistrement des faits d'état-civil [Projet de coopération technique 60HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des interventions de numérisation sont en cours pour faire refléter un numéro unique sur les documents comme la carte d'identité nationale, le passeport et la carte de séjour, fournis par les organismes gouvernementaux mais il est nécessaire de numériser les données d'enregistrement accumulées jusqu'à présent.</li> <li>Grâce à la numérisation des données d'enregistrement de la ville de Libreville, l'intégration et l'interopérabilité des pièces d'identité augmenteront, et des services administratifs plus précis et appropriés seront fournis ; des statistiques précises seront en outre disponibles ; le temps requis aux citoyens pour demander des services administratifs sera également réduit.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet de coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagement d'un cadre juridique (aménagement juridique postulant la numérisation, protection des données personnelles, etc.) et coordination avec les organismes concernés et recherche de consensus.</li> </ul>	
Infrastructures TIC	Assistance à la construction d'un centre de donnée national [Prêt 10 milliards de yens]	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ANINF envisage l'installation d'un centre de données national qui servira d'infrastructure système de base pour promouvoir la numérisation du gouvernement et l'économie numérique, mais cela n'est pas encore réalisé en raison du manque de ressources financières.</li> <li>Tenant compte de l'environnement mondial, du problème du réchauffement climatique et de la promotion des objectifs de développement durable (ODD), etc., on peut penser que l'introduction des récents centres de données axés sur le recyclage de l'énergie (chaleur, circulation de l'eau, production d'électricité par énergie renouvelable, gestion de l'énergie) visant à zéro émission deviendra une tendance mondiale à l'avenir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagement d'infrastructures</li> </ul>
Administration numérique	Assistance à l'exécution de la politique des TIC [Expert individuel 24HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>La stratégie de numérisation a déjà été formulée, mais l'enjeu est comment la mettre en œuvre.</li> <li>Conseiller l'ANINF tout en présentant les bonnes pratiques au Japon et en Afrique subsaharienne et sur d'autres questions comme l'aménagement d'un cadre juridique et construction d'un gouvernement électronique inter ministères.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>

#### Réponse post-convergence COVID-19

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, effets, conditions, etc.	Approche
e-Gouvernance	E Assistance à l'expansion nationale d'E-T @ X [Projet de coopération technique 36HM] [500 millions de yens gratuits]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les procédures de paiement d'impôts des longues et compliquées et donc conduisent à l'évasion fiscale et provoquent des pénuries de revenus ; ET @ X, construit en 2011, n'est pas encore à son étape d'utilisation à l'échelle nationale et doit être actualisé, et en outre, ET @ X n'est pas interconnecté avec des autres plateformes ; depuis 2021, l'enregistrement auprès d'ET @ X est devenu une obligation mais de nombreuses entreprises sont peu familiarisées avec la technologie utilisée sur la plateforme et difficile d'accepter la solution de la numérisation ; par conséquent, de nombreuses entreprises viennent à l'agence fiscale et préparent et demandent des documents de paiement d'impôts tout en consultant le personnel du bureau. Ainsi, des activités de sensibilisation sont nécessaires.</li> <li>Introduire eT@X dans toutes les agences du bureau des impôts et renouveler l'équipement pour rendre la plateforme utilisable ; assistance au renforcement des capacités des 896</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC</li> </ul>

		<p>employés des bureaux des impôts à l'échelle nationale ; promouvoir le paiement des impôts application via la plateforme eT@X à travers des activités de sensibilisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avoir à l'esprit l'interopérabilité avec d'autres organismes gouvernementaux, sur la base de l'évolution de l'e-Gouvernance que le gouvernement vise à établir en 2025.</li> </ul>	
Santé numérique	Assistance à la numérisation du carnet mère-enfant [Expert individuel 20HM]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le taux de mortalité des enfants est élevé, et le taux de mortalité des mères et des enfants a tendance à augmenter ces dernières années sous l'effet du COVID19 ; l'amélioration de la santé maternelle et infantile est l'un des enjeux prioritaires ; la disparité médicale entre zones urbaines et zones rurales est grande et le système de référence ne fonctionne pas ; en outre, il a également été rapporté que les données de santé ne sont pas correctement suivies ; le Ministère de la Santé fait la diffusion du carnet intégré de santé maternelle et infantile avec l'assistance de la JICA.</li> <li>• Après avoir confirmé la construction d'un système de gestion de l'information des établissements médicaux et l'état de la diffusion du carnet de santé maternelle et infantile, une application électronique du carnet de santé maternelle et infantile qui fonctionne avec le système des établissements médicaux, sera développée et introduite ; en outre, mise en œuvre du renforcement des capacités des parties concernées et de la promotion de l'utilisation des données.</li> <li>• Confirmer le degré de mise en place du système de gestion électronique des informations des établissements médicaux et de la diffusion du carnet intégré de santé maternelle et infantile, l'état du développement de l'infrastructure TIC, l'état de développement et du respect des règles de sécurité de la gestion des données et de la Loi de protection des données personnelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déploiement à partir de secteurs individuels</li> <li>• Coopération externe (Banque mondiale, OMS, etc.)</li> </ul>

#### Investissements futurs

Domaine	Proposition d'assistance	Besoins, effets, conditions, etc.	Approche
NA	NA	NA	NA

Source : Equipe d'étude de la JICA

### 3.4.5 Eléments détaillés du programme d'assistance

#### Réponse à la crise COVID-19

Désignation de l'assistance	Assistance à la numérisation des données d'enregistrement des faits d'état-civil
Objectifs et buts des ODD dont la contribution est attendue	16.9 « D'ici 2030, fournir à toutes les personnes une identification légale, y compris l'enregistrement des naissances. »
Organisme d'exécution et organisations concernées	Ministère de l'Intérieur, Mairie de Libreville, Services d'état-civil, Registraire général Ministère de l'Intérieur, DGDI (Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration) , Projet IBOGA
Fondement théorique de la proposition	Au Gabon, le projet IBOGA (Identification Biométrique du Gabon) a été lancé comme une intervention visant à numériser tous les documents pouvant être fournis par les organismes gouvernementaux gabonais, comme la carte d'identité nationale, le passeport et la carte de séjour, avec un numéro unique. Il comprend un programme sur la liaison des données (interopérabilité) avec d'autres secteurs, et aussi le développement de diverses bases de données et formats de données Cependant, à l'heure actuelle, étant donné que les certificats et les documents d'inspection des divers bureaux d'enregistrement sont stockés et conservés sur une base papier, des inconvénients comme la détérioration et l'impossibilité de s'y référer en temps réel existent ; en particulier du point de vue de l'administration local, qui fait face au site tous les jours, il existe de nombreuses demandes de numérisation urgente et de numérisation des données des registres. En plus, outre l'archivage des données enregistrées, il est reconnu également que la qualité des données est importante, et l'on peut penser que « l'aménagement des données » est fixé comme une étape préliminaire vers ces grands objectifs, tels que « l'intégration de l'ID », « l'interopérabilité avec divers domaines » et « la numérisation des services administratifs ».
Objectif de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grâce à l'archivage des données enregistrées, il est possible d'accélérer le processus vers la réalisation des objectifs majeurs : « intégration de l'ID » et « interopérabilité ».</li> <li>Grâce à l'archivage des données d'enregistrement, il sera possible de fournir des services administratifs plus précis et appropriés.</li> <li>Grâce à l'archivage des données d'enregistrement, il est possible d'obtenir efficacement des données statistiques précises (compréhension de la situation réelle).</li> <li>Grâce à l'archivage des données d'enregistrement, le grand public peut également profiter de divers services administratifs et réduire le temps nécessaire à la demande et à l'obtention</li> </ul>
Bénéficiaires	<p>Citoyen ordinaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bénéficiaire de divers services administratifs grâce à l'interopérabilité des données d'enregistrement numérisées</li> <li>Réduction du temps requis pour l'application et l'obtention du service</li> </ul> <p>Côté gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Relèvement de l'exactitude et l'efficacité des informations d'enregistrement</li> <li>Contribution à l'amélioration de la commodité des résidents dans les services administratifs</li> </ul>
Projets concernés	Projet IBOGA
Objet de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Numérisation des données du registre (données passées existantes) par scanner</li> <li>Assistance à l'introduction d'équipements qui réalisent la numérisation des données enregistrées, et à la conception de processus d'opération qui numérisent et automatisent la réception, l'enregistrement, l'agrégation et à l'élaboration de rapports.</li> <li>Assistance à renforcement des capacités du personnel des bureaux d'enregistrement à l'échelle nationale (formation à l'utilisation des outils et aux flux de travail)</li> <li>Liaison et mise en relation des données numérisées entre les systèmes</li> </ul>



Cohérence entre les politiques nationales de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>« L'amélioration de la société et de la vie, et la correction des disparités », est désignée comme objectif, et la coopération technique est mentionnée dans le domaine des TIC avec les domaines de l'éducation et de la santé. D'autre part, il existe actuellement une situation favorable à la promotion de la numérisation principalement dans les zones urbaines, et on s'attend à ce que des améliorations puissent être obtenues avec la numérisation des données d'enregistrement.</li> <li>Alors que le bureau de la JICA Gabon attend beaucoup des interventions d'assistance à l'utilisation des services d'administration en ligne au Gabon, qui a un niveau de revenu relativement élevé et une petite population, la situation actuelle est que la numérisation n'a pas progressé dans le pays. L'assistance à la numérisation des données des registres, qui est une prémisses majeure pour l'utilisation des services d'administration en ligne, peut être considérée comme conforme à cette intention.</li> </ul>
Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est nécessaire de faire attention à la coordination avec la priorité du Projet IBOGA (construction du Centre National de l'Etat-Civil).</li> <li>Aménagement du cadre juridique (y compris la législation sur les assomptions numériques, la protection de la vie privée, etc.)</li> <li>Recherche de consensus avec les organisations concernées</li> <li>Capacités et connaissances techniques pour réaliser l'interopérabilité et la connexion des systèmes et des bases de données turbulents</li> </ul>
Numérisation et données à utiliser	Données d'enregistrement des faits d'état-civil et données d'autres secteurs interopérables
Mode d'exécution et approche	Coopération technique pour l'aménagement de l'environnement TIC
Durée d'exécution	5an
Coût estimatif	60HM

Désignation de l'assistance	Assistance à la construction d'un centre de données national
Objectifs et buts des ODD dont la contribution est attendue	OBJECTIF 9 : Industrie, Innovation et Infrastructure 13. Action Climat
Organisme d'exécution et organisations concernés	ANINF (l'Agence nationale gabonaise des infrastructures et fréquences numériques)
Fondement théorique de la proposition	<p>Selon l'ANINF (Agence nationale gabonaise des infrastructures et fréquences numériques), qui pilote le développement des infrastructures TIC au Gabon, à l'avenir, le pays se concentrera sur les quatre domaines suivants.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction d'un réseau fibre sécurisé à l'échelle nationale.</li> <li>2. Construction du centre de données national</li> <li>3. Avoir un IXP national</li> <li>4. Connexion du réseau aux hôpitaux, etc.</li> </ol> <p>En particulier, la construction du centre de données national est prévue depuis un certain temps, et elle est à l'étude alors que le manque de ressources financières est un enjeu urgent. Actuellement, les données personnelles utilisées dans les services publics doivent être placées dans des centres de données à l'étranger avec le cloud.</p> <p>Par conséquent, il est possible que l'APD du Japon appuie la construction d'un centre de données national.</p> <p>D'autre part, alors qu'aujourd'hui, le rôle des centres de données devient de plus en plus important en raison de la récente tendance à la numérisation d'une part, leur consommation d'énergie augmente également de manière explosive. En réponse à cette situation, au Japon, en Europe et aux États-Unis, la construction de centre de données zéro émission utilisant des énergies renouvelables pour couvrir la puissance consommée par les centres de données progresse, et on pense que ce sera la tendance des centres de données à l'avenir. Compte tenu de cette situation, il est souhaitable de proposer le centre de données à zéro émission, que le Japon maîtrise bien.</p>
Objectif de l'assistance	L'objectif est d'appuyer la construction d'un centre de données national avec l'ODA du Japon.

Bénéficiaires	Population gabonaise, ANINF
Projets concernés	NA
Objet de l'assistance	Construction du bâtiment du centre de données Achat et installation d'équipements liés au centre de données Construire une politique de sécurité Elaboration de mesures de cybersécurité Elaboration d'un manuel d'exploitation et de maintenance du centre de données Assistance à l'élaboration de TDR externalisés liés à l'exploitation et à la maintenance
Cohérence avec les politiques nationales de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	Concernant les infrastructures de communication, il n'y a pas de description dans la politique nationale de coopération au développement, et ce n'est pas un domaine prioritaire pour la coopération de la JICA. Cependant, il existe un besoin de support pour les centres de données qui étaient autrefois une infrastructure de communication, et en fournissant cette assistance, la progression des entreprises japonaises sera aussi appuyée.
Remarque et conditions	NA
Numérisation et données à utiliser	Données publiques
Mode d'exécution et approche	Activités de coopération financière remboursable
Organisme d'exécution	2022 à 2026 (4ans)
Coût estimatif	Environ 10 milliards de yens

Désignation de l'assistance	Assistance à l'exécution de la politique TIC
Objectifs et buts des ODD dont la contribution est attendue	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.
Organisme d'exécution et organisations concernées	ANINF, Ministère des Communications et de l'Economie numérique
Fondement théorique de la proposition	Au Gabon, le Ministère des Communications et de l'Economie Numérique est seul responsable de l'adoption des lois relatives aux TIC, et les étrangers ne peuvent pas lui fournir d'assistance. Toutefois, le Japon étant un pays développé, la JICA est intéressée à apporter son assistance pour fournir des conseils basés sur des connaissances spécialisés, sur la façon dont le gouvernement du Gabon pourrait, refléter les nouvelles technologies dans le cadre juridique des TIC dans le cadre de la numérisation des services publics. Il est nécessaire de mettre à jour en permanence la stratégie de numérisation, mais l'exécution de la numérisation est plus importante. Selon des entretiens avec des sociétés de logiciels privées, le gouvernement gabonais n'est souvent pas parfaitement familiarisé avec l'utilisation des ordinateurs et n'est pas familiarisé avec la numérisation, il est donc essentiel de renforcer les capacités des employés du gouvernement avant de procéder à la numérisation. Il y a aussi un manque de fonds pour effectuer la numérisation. En particulier, les domaines pour lesquels il est souhaité demander une assistance avec une priorité particulièrement élevée sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interopérabilité du système fiscal ;</li> <li>• Numérisation de la carte d'identité nationale</li> </ul>
Objet de l'assistance	Dépêcher des experts et renforcer les capacités de planification et de mise en œuvre de la numérisation des services publics de l'ANINF. En outre, il y aura une collaboration également entre l'ANINF et d'autres bailleurs de fonds pour planifier et mettre en œuvre la numérisation des services publics sur la base de ses capacités renforcées.
Bénéficiaires	Citoyens gabonais, ANINF, Ministère des Communications et de l'Economie Numérique
Projets concernés	Le projet e-Gabon visant à numériser (opération) les systèmes médicaux soutenus par la Banque mondiale et à favoriser les incubateurs d'entreprises numériques est mis en œuvre avec l'assistance de la Banque mondiale, et dans le cadre de son successeur,

	le Projet Digital Gabon, des efforts de numérisation de services tels que la carte d'identité nationale, les achats électroniques et la gestion du personnel sont tentés. Il existe une possibilité de duplication de contenu et il est nécessaire d'organiser le périmètre d'activité avec la Banque mondiale. Cependant, selon la Banque mondiale, étant donné que la Banque ne prend pas en charge l'ensemble de la numérisation du Gabon, un partage conjoint des activités d'assistance à la numérisation au Gabon entre la Banque mondiale la JICA est donc souhaitable.
Objet de l'assistance	<p>Dépêcher des experts pour renforcer les capacités de planification et de mise en œuvre de la numérisation des services publics de l'ANINF. A cette occasion, donner des conseils pour la planification et la mise en œuvre de la numérisation du service public à l'ANINF tout en présentant les bonnes pratiques au Japon et dans les pays d'Afrique subsaharienne sur des questions telles que l'établissement d'un cadre juridique et la création d'un gouvernement électronique entre les ministères et les organismes gouvernementaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si le soutien à la numérisation des pièces d'identité nationales chevauche celui de la Banque mondiale, nous ne répondrons pas et envisagerons de soutenir la numérisation des secteurs non soutenus par la Banque mondiale. Un projet distinct de prêt de coopération et de transfert de technologie sera formé par la JICA si nécessaire pour mener à bien la numérisation.</li> </ul> <p>Par la suite, sur la base de la capacité renforcée, l'ANINF coopérera avec des experts pour élaborer réellement un plan de numérisation des services publics et réalisera la numérisation conformément au plan tout en impliquant d'autres donateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interopérabilité du système fiscal</li> <li>• Numérisation de la carte d'identité nationale</li> </ul> <p>En cas de duplication de l'assistance à la numérisation de la carte d'identité nationale avec celle de la Banque mondiale, il sera envisagé d'appuyer uniquement la numérisation des secteurs non appuyés par la Banque mondiale. Un projet distinct de coopération de prêt et de transfert de technologie sera formulé par la JICA si nécessaire pour mener à bien la numérisation.</p>
Cohérence entre la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<p>Le développement de l'éducation, des TIC et de la communauté sont des enjeux de développement dans le cadre des domaines prioritaires de la politique nationale de coopération au développement pour « l'amélioration de la société et du cadre de vie et la correction des disparités » mais l'assistance réellement déployée se limite aux équipes de volontaires de la coopération outre-mer et il n'y a pas de description d'assistance à la politique des TIC.</p> <p>Bien qu'il ne s'agisse pas d'un domaine prioritaire de la JICA, la proposition est faite avec comme argument la nécessité de renforcer la capacité de l'ANINF en utilisant les résultats de la présente enquête pour promouvoir la numérisation dans les domaines et secteurs prioritaires.</p>
Remarques et conditions	Une motivation est nécessaire du côté de l'ANINF.
Numérisation et données à utiliser	NA
Mode d'exécution	Envoi d'experts à long terme
Durée d'exécution	2 ans
Coût estimatif	24HM

#### Réponse post-convergence COVID-19

Désignation de la proposition d'assistance	Assistance à l'extension nationale d'e-T @ X
Objectifs et buts des ODD dont la contribution est attendue	SDG s 17.1 La mobilisation des ressources nationales sera renforcée grâce à l'assistance internationale aux pays en développement pour améliorer la fiscalité et la capacité de recouvrement des impôts.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Trésor Public du Gabon Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF)
Fondements théoriques de la proposition (enjeux actuels, besoins)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le paiement des impôts nécessite des procédures longues et compliquées, conduisant à l'évasion fiscale et provoquant une pénurie de revenus. Par conséquent, il est absolument nécessaire de promouvoir la déclaration de la taxe et le paiement numériques des impôts.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>eET@X (National Tax Electronic Filing and Tax Payment System (<a href="https://www.etax.dgi.ga/home.seam">https://www.etax.dgi.ga/home.seam</a>), une plateforme de déclaration électronique en ligne et de paiement des impôts par les entreprises construite en 2011, n'est pas encore utilisable à l'échelle nationale et doit être mis à jour. Elle n'est pas interconnectée avec d'autres plateformes. La modernisation du système de paiement des impôts via eT@X vise à augmenter les recettes fiscales et améliorer les services publics (possibilité de payer ses impôts sans aller au bureau).</li> <li>Depuis 2021, les entreprises ont l'obligation de s'enregistrer auprès de e-T@X, mais de nombreuses entreprises connaissent mal la technologie utilisée sur la plateforme et il est difficile d'accepter la solution de la digitalisation. Par conséquent, même avec e-T @ X, de nombreuses entreprises viennent à l'agence du bureau des impôts et préparent et demandent les documents de paiement des impôts tout en consultant le personnel du bureau ; des activités de sensibilisation sont donc nécessaires.</li> </ul>
Objectif de la proposition d'assistance (solution et approche)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter les paiements d'impôts via E-T @ X, entraîner une augmentation des recettes fiscales nationales et permettre le développement national soi-même.</li> <li>Réduire les coûts et le temps des contribuables pour déclarer et payer les impôts via E-T @ X</li> </ul>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion des obligations fiscales (accomplissement des obligations fiscales partout dans le monde via connexion internet)</li> <li>Réduction des coûts et délais de paiement des impôts</li> <li>Administrateur</li> <li>Permettre la concentration sur des services à plus forte valeur ajoutée en libérant le personnel du bureau des impôts du travail de soutien à la préparation de la déclaration fiscale.</li> <li>Sécurisation des bénéfices</li> </ul>
Projet concerné	NA
Objet de l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduire e-T @ X dans toutes les branches du bureau des impôts et mettre à jour les nouveaux équipements pour activer la plateforme</li> <li>Assistance au renforcement des capacités des 896 employés des bureaux des impôts à travers le pays (ressources humaines qui enseignent aux entreprises comment utiliser e-T@X)</li> <li>Favoriser la demande et le paiement des impôts via la plateforme e-T@X à travers des activités de sensibilisation.</li> <li>(Concernant « la maintenance, la mise à niveau et l'assistance opérationnelle à la plateforme » demandées par le gouvernement de l'autre partie, les spécifications ne sont pas encore connues de la plate-forme eT@X construite par eux-mêmes, et elle n'est pas incluse donc dans le contenu de l'assistance actuellement.)</li> </ul>
Cohérence entre la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un des domaines prioritaires de la Politique de coopération au développement, « 1. Amélioration des aspects sociaux et de vie et correction des disparités (assistance pour le relèvement des aspects sociaux et de vie et la correction des disparités par la coopération technique dans les domaines de l'éducation, des TIC, de la santé, du développement communautaire, etc. » qui sera la base d'une coopération qui contribue à l'augmentation des recettes fiscales.</li> </ul>
Remarques et conditions	Envisager l'interopérabilité avec d'autres organismes gouvernementaux sur la base de la tendance de l'e-Gouvernance que le gouvernement vise à mettre en place en 2025
Données à numériser ou à utiliser	<ul style="list-style-type: none"> <li>Historique de paiement des impôts</li> <li>Prévisions de recettes fiscales</li> <li>Il sera plus facile de relancer les non-payeurs et les délinquants</li> </ul>
Mode d'exécution et approche	Coopération technique Coopération financière non remboursable
Durée d'exécution	3 ans
Coût estimatif (au cas où il peut être calculé)	500 millions de yens

Désignation de la proposition d'assistance	Expert en promotion de la numérisation de la santé maternelle et infantile
Objectifs et buts des ODD dont la contribution est attendue	Visé à atteindre la CSU avec l'Objectif 3 des ODD (Santé et bien-être) Cible 3.8.
Organisme d'exécution et organismes concernés	Ministère de la Santé
Fondements théoriques de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>En particulier, il est rapporté que le taux de mortalité des enfants est élevé et que le taux de mortalité des mères et des enfants est en augmentation par rapport à 2019 en raison de l'influence de COVID19. L'amélioration de la santé maternelle et infantile est l'un des enjeux prioritaires. La disparité médicale entre les zones urbaines et rurales est si grande que le système de référence ne fonctionne pas correctement.</li> <li>La qualité des données sur la santé, y compris celles liées à la santé maternelle et infantile, est faible et des mesures fondées sur des preuves n'ont pas été prises.</li> <li>La numérisation des données de santé n'a pas beaucoup progressé, mais d'autre part, la Banque mondiale mène à travers le projet eGabon, un renforcement des capacités comprenant notamment la sensibilisation du gouvernement et des parties concernées à la construction de systèmes de santé numériques. Il a été souligné que le développement des infrastructures est meilleur que dans les pays voisins, et qu'il existe une forte possibilité d'améliorer l'accès et la qualité des services de santé en favorisant la numérisation grâce au renforcement continu des capacités.</li> <li>Dans le cadre du projet Digital Gabon de la Banque mondiale, qui débute en 2021, il est prévu de créer un portail numérique gouvernemental qui fournit des services publics et, à travers ce portail, il est très important de vérifier un mode de prestation efficace des services de santé maternelle et infantile, y compris la numérisation du manuel de santé maternelle et infantile appuyé par la JICA. des services de santé maternelle et infantile efficaces, y compris la numérisation du carnet de santé maternelle et infantile appuyée par la JICA. L'importance de la vérification de la méthode de provision est élevée.</li> </ul>
Objet de la proposition d'assistance	L'objectif est de promouvoir la numérisation des services de santé maternelle et infantile, y compris la numérisation du carnet de santé maternelle et infantile, et de fournir une assistance pour le renforcement des capacités et l'élaboration de la planification par Ministère de la Santé et les parties prenantes afin de fournir des services efficaces.
Bénéficiaires	Ministère de la Santé, Agents de santé, Populations locales
Projets concernés	Envoi d'experts de la JICA (Volontaires seniors) dans le domaine de la santé maternelle et infantile
Objet de la proposition d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comprendre l'état actuel de la collecte et de l'utilisation des données concernant la santé maternelle et infantile.</li> <li>Confirmer l'objet et les résultats de l'assistance du projet eGabon de la Banque mondiale et du projet Digital Gabon.</li> <li>En ce qui concerne la diffusion du carnet de la mère et de l'enfant, des discussions seront menées avec le Ministère de la Santé et les parties concernées sur la manière d'utiliser efficacement la version numérique en combinaison avec la version papier, et une assistance sera offerte à la préparation et la mise en œuvre du plan de promotion. La planification de projets de coopération technique sera également appuyée selon les besoins.</li> </ul>
Cohérence entre la politique nationale de coopération au développement et les domaines prioritaires de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la politique nationale de coopération au développement, dans les domaines prioritaires des aspects de « la société et la vie et la correction des disparités », il est mentionné qu'une assistance sera apportée à travers la coopération technique pour la santé, etc. au relèvement de la société et des conditions de vie et la correction des disparités ». □</li> <li>Le domaine de la santé a été mentionné comme l'un des domaines prioritaires du bureau de la JICA Gabon.</li> </ul>

Remarques et conditions	<ul style="list-style-type: none"><li>• Coordination et accord avec les partenaires au développement dont le Ministère de la Santé et la Banque Mondiale</li></ul>
Données à numériser ou à utiliser	Données personnelles sur la santé
Mode d'exécution et approche	Envoi d'experts, collaboration avec la Banque mondiale, coopération avec le secteur privé
Durée d'exécution	2022 à 2023
Coût estimatif (au cas où il peut être calculé)	20HM

Source : Equipe d'étude de la JICA